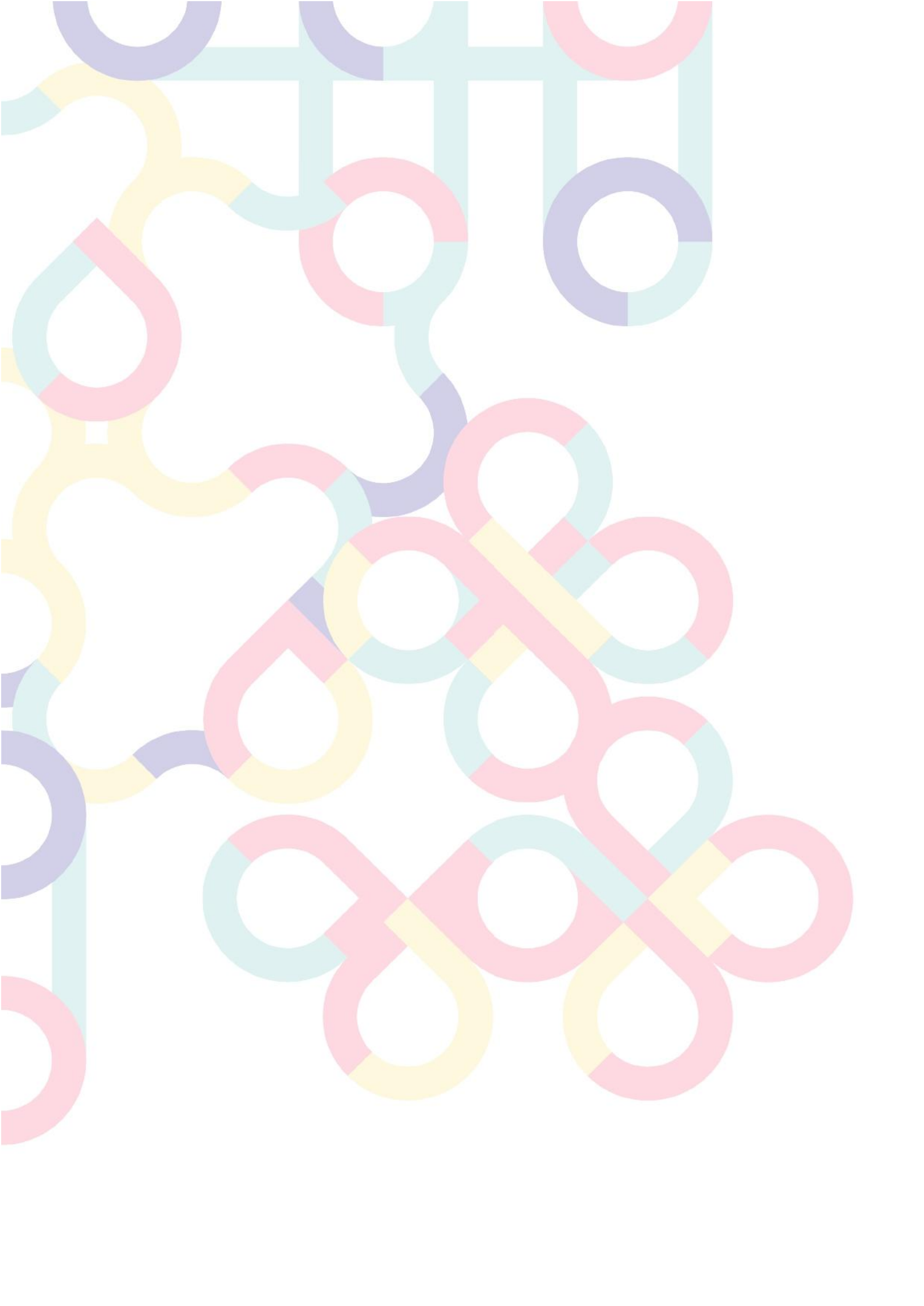


La Boussole de l'orientation

Diagnostic de territoire

Rapport





Sommaire

Sommaire.....	3
1. Méthodologie.....	4
Contexte de l'étude.....	4
Méthodologie.....	6
Panel de l'enquête.....	7
2. Analyse : constats et enjeux en matière d'orientation sur le territoire.....	10
1) Les constats et enjeux au niveau des jeunes.....	10
Constat 1. Les pratiques des élèves : une hiérarchisation de l'information compliquée et un appui sur un nombre d'adultes restreint.....	10
Constat 2. Une projection difficile : entre fragilité de la confiance et déficit de connaissance de soi.....	13
Constat 3. Un manque de réalisme : entre rêve hors-sol et autocensure.....	16
Constat 4. Une orientation parfois "subie" : inégalités d'accès et choix par défaut.....	21
Constat 5. Une mobilité géographique, sociale et relationnelle limitée.....	26
2) Les constats et enjeux au niveau structurel.....	31
Constat 6. Un écosystème riche mais fragmenté : le défi de la coordination.....	31
Constat 7. Une lisibilité insuffisante : qui fait quoi pour accompagner les jeunes ?.....	35
Constat 8. Une information disponible mais difficilement appropriable.....	40
Constat 9. Des difficultés d'accessibilité et d'appropriation pour les familles.....	42
3. Préconisations et plan d'actions.....	47
Priorités stratégiques.....	48
Bibliothèque de projets.....	52
Calendrier 2026-2029.....	61
4. Annexes.....	69
Liste des entretiens.....	69
Focus établissements.....	72
Les partenaires de l'orientation dans le 18 ^{ème} : Qui fait quoi ?.....	79

1. Méthodologie

Contexte de l'étude

Dans le cadre de son axe "Insertion et orientation des jeunes", la Cité éducative de Paris 18e a souhaité engager une étude portant sur l'orientation scolaire au collège dans les quartiers prioritaires du territoire.

Une première analyse des actions existantes en matière d'orientation a mis en évidence un manque de lisibilité globale : les dispositifs apparaissent dispersés, parfois insuffisamment identifiés par les acteurs eux-mêmes, rendant difficile la distinction entre les actions effectivement mises en œuvre, les besoins non couverts et les leviers à développer. Par ailleurs, certaines actions financées ne semblaient plus pleinement adaptées aux besoins actuels du territoire.

Dans le même temps, les personnels de direction des trois collèges du territoire ont exprimé un besoin d'appui pour structurer et renforcer leur offre en matière d'orientation, afin de mieux accompagner les élèves dans la construction de leurs parcours. Ces éléments ont confirmé la nécessité de disposer d'un diagnostic approfondi et partagé.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé, avant l'été 2025, de commanditer une étude visant à élaborer un plan d'actions renouvelé, en adéquation avec les besoins du terrain et les réalités locales.

Pour la réalisation de cette étude, le choix s'est porté sur le [Collectif Orientation](#), au regard de son expertise sur les enjeux liés à l'orientation, ainsi que de sa connaissance préalable du territoire. Le Collectif avait en effet déjà accompagné, au cours de l'année 2024-2025, le collège Utrillo dans l'élaboration des Parcours Avenir des élèves, en produisant des outils directement mobilisables par les équipes éducatives. Le recours à un acteur extérieur, à la fois expérimenté et en capacité d'apporter un regard distancié, est apparu comme un levier pertinent pour objectiver l'analyse et formuler des recommandations opérationnelles.

L'étude s'articule ainsi autour de trois objectifs principaux :

- réaliser un état des lieux partagé de l'orientation scolaire sur le territoire de la Cité éducative de Paris 18e ;
- identifier des axes de travail à partir de l'analyse des acteurs impliqués, au sein et en dehors des collèges ;
- proposer des recommandations structurantes visant à améliorer l'accompagnement des jeunes dans leurs parcours d'orientation.

Conduite d'octobre 2025 à février 2026, cette étude a vocation à alimenter la réflexion collective des acteurs du territoire et à soutenir la mise en œuvre d'actions adaptées aux besoins identifiés.

Créé en 2022 par des acteurs de la société civile engagés dans le domaine de l'orientation, le **Collectif Orientation** et ses membres se réunissent autour d'une ambition commune : agir ensemble pour faciliter l'orientation des jeunes.

Connaissance de soi, découverte des métiers, des formations, apprentissage du choix, accompagnement lors des stages, année de césure active... Chaque année, les 40 membres du Collectif Orientation agissent auprès de plus de 1 500 000 personnes et 6 000 établissements scolaires.

Pour apporter des réponses aux difficultés rencontrées par les jeunes dans leur parcours et par les acteurs de l'orientation dans leurs actions, le Collectif Orientation a structuré son approche autour de trois axes :

- Fédérer l'écosystème pour apprendre à travailler ensemble, favoriser le partage et apporter de la lisibilité
- Étudier et expérimenter des projets collaboratifs afin de lever les obstacles systémiques de l'orientation
- Faire entendre la voix de la société civile qui œuvre pour faciliter l'orientation des jeunes

Méthodologie

L'enquête s'appuie sur une approche méthodologique mixte, combinant questionnaires, entretiens semi-directifs, ateliers participatifs et analyse de la documentation existante.

Les questionnaires ont permis de recueillir un volume important de données auprès des jeunes et des familles, afin d'identifier des tendances générales : sources d'information mobilisées, personnes ressources, activités réalisées et ressentis face à l'orientation. Ils offrent une base quantitative permettant de comparer les situations entre établissements et de dégager des tendances communes.

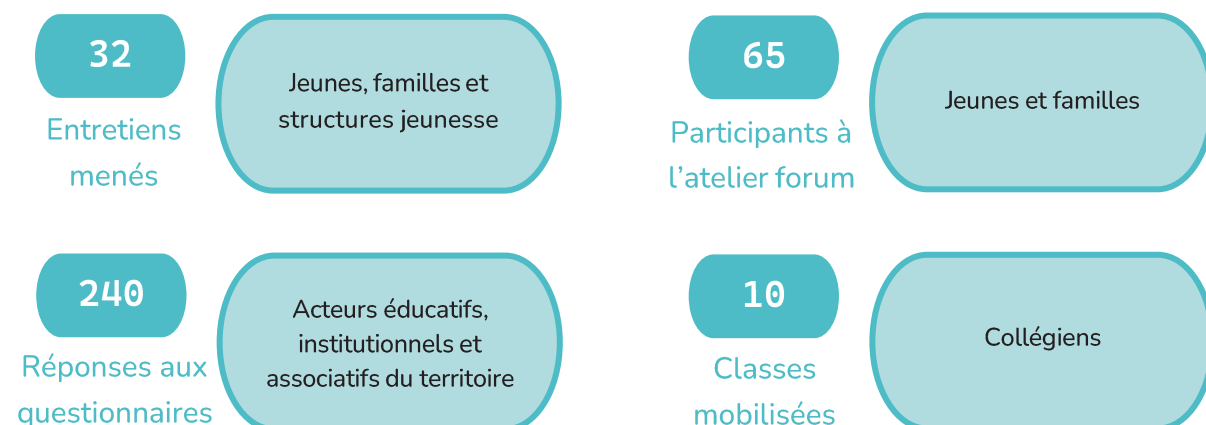
Les entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'acteurs éducatifs, institutionnels et associatifs du territoire. Ils permettent d'approfondir les constats issus des questionnaires, d'identifier les pratiques existantes, les logiques de coopération et les difficultés rencontrées dans l'accompagnement des jeunes et des familles.

Les ateliers participatifs, réalisés directement dans les collèges et lors d'un forum, complètent ces deux approches. Ils permettent de recueillir la parole des jeunes et des familles dans un cadre collectif et interactif, de tester certaines hypothèses issues des questionnaires et de faire émerger des attentes concrètes en matière d'activités et d'accompagnement.

Enfin, une analyse documentaire a été menée afin de situer l'enquête dans les dynamiques déjà à l'œuvre sur le territoire. Elle s'appuie notamment sur la frise de l'orientation élaborée dans le cadre de la Cité éducative, le Contrat Jeunesse d'Arrondissement (CJA) de la Mairie du 18^e arrondissement et la note de diagnostic territorial existante. Ces documents permettent d'apporter un éclairage complémentaire sur les enjeux locaux, les politiques publiques déjà engagées et les données socio-éducatives du territoire.

Cette triangulation méthodologique permet ainsi de croiser les points de vue des jeunes, des familles et des professionnels, tout en articulant analyse quantitative, analyse qualitative et mise en perspective avec les diagnostics territoriaux existants, afin de proposer une lecture la plus complète possible des enjeux d'orientation sur le territoire.

Panel de l'enquête



Établissements scolaires

Entretiens :

- Collège Daniel Mayer : coordination REP, CPE
- Collège Maurice Utrillo : principal adjoint, CPE, coordinatrice REP, Psy-EN
- Collège Georges Clemenceau : coordinatrice REP
- Lycée François Rabelais : proviseure
- Référents Action Collégiens (Clemenceau et Utrillo) : 1 entretien

Ateliers en classe :

- Collège Mayer : 3 classes de 3^{ème}
- Collège Clemenceau : 4 classes de 3^{ème}
- Collège Utrillo : 2 classes de 3^{ème} et 1 classe de 4^{ème}

Institutions et acteurs publics

Entretiens :

- Centre d'Information et d'Orientation (CIO) Paris Nord
- Cité éducative (référente TND/TSA)
- Délégué du préfet
- Équipe de Développement Local de la Ville de Paris
- Mairie du 18^e arrondissement - collaborateurs du Maire
- Mission Locale

Associations et structures socio-éducatives

Entretiens :

- ARC-Équipes d'amitié (ARC-EA)
- Association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire (ADOS)
- Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV)
- Association de Prévention Spécialisée et d'Accompagnement des Jeunes (APSAJ)
- Centre Paris Anim' Binet
- Centre Paris Anim' Rachid Taha
- Centre social Accueil Goutte d'Or (AGO)
- Centre social Maison Bleue
- Conseil départemental des associations familiales laïques Paris (CDAFAL)
- Culture Prioritaire
- Espace Paris Jeunes La Salle
- Espace Paris Jeunes Nathalie Sarraute
- Espace Proximité Emploi (EPE)
- Espoir 18
- Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE)
- Groupe de Recherche et d'Action auprès des Jeunes Adolescents de la Rue (GRAJAR)
- Home Sweet Mômes
- L'Esprit du Vent
- Le Petit Ney
- Oasis 18
- PEP 75

Questionnaires (11 structures) :

- Association socio-éducative de l'ensemble des familles de Clignancourt (ASEFEC)
- Centre Paris Anim' Binet
- Centre Paris Anim' Jean-Michel Martial
- Centre Paris Anim' Rachid Taha
- Espace Proximité Emploi (EPE)
- Espoir 18
- Maison des Solidarités du 18e
- Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) - Rectorat de Paris
- Oasis 18

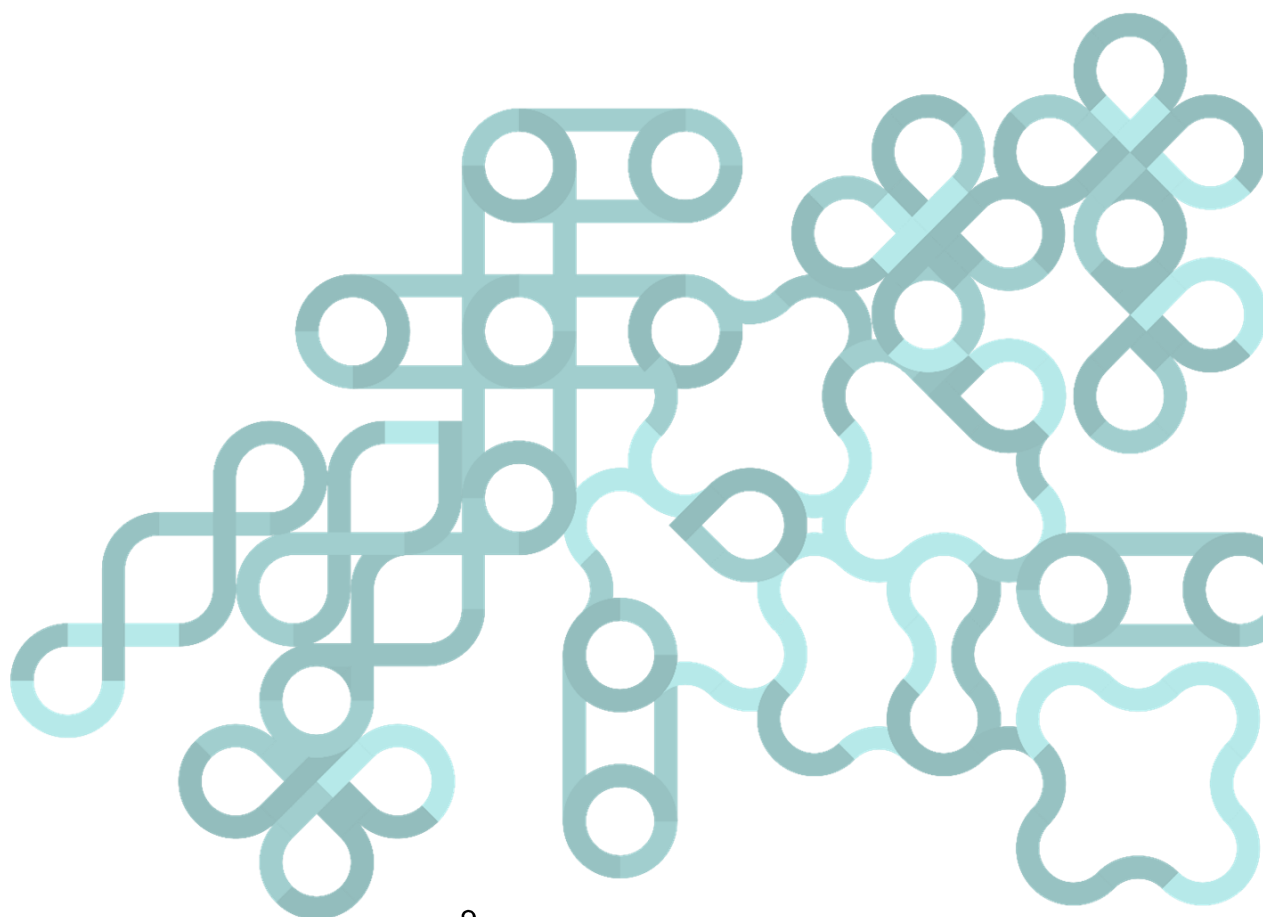
Usagers (jeunes et familles)

Questionnaires :

- Jeunes collégiens : 196 réponses
 - Collège Georges Clémenceau : 71 réponses
 - Collège Daniel Mayer : 66 réponses
 - Collège Maurice Utrillo : 59 réponses
- Jeunes 16–25 ans : 11 réponses
- Familles : 22 réponses

Ateliers forum participatifs :

- Atelier jeunes - forum “Parcours lycéens” (environ 30 participants)
- Atelier parents - forum “Parcours lycéens” (environ 35 participants)



2. Analyse : constats et enjeux en matière d'orientation sur le territoire

1) Les constats et enjeux au niveau des jeunes

Dans le 18^e arrondissement de Paris, au sein du territoire de la Cité éducative, les difficultés rencontrées par les jeunes ne relèvent pas simplement d'un manque d'ambition. Elles tiennent surtout à une projection entravée : déficit de connaissance et confiance en soi, de capacité à s'identifier et de lisibilité des parcours possibles. Beaucoup de jeunes peinent à se projeter au-delà des choix scolaires immédiats, faute d'une compréhension claire des passerelles et des opportunités concrètes qui s'offrent à eux. Les mobilités - géographiques, sociales ou relationnelles - restent limitées, tandis que l'orientation n'est pas toujours une priorité face à d'autres urgences. Il en résulte une orientation parfois subie et vécue comme une forme de violence symbolique.

Constat 1. Les pratiques des élèves : une hiérarchisation de l'information compliquée et un appui sur un nombre d'adultes restreint

Concernant l'orientation, les jeunes du 18^{ème} déclarent s'informer principalement par le biais d'internet et s'appuyer avant tout sur leurs familles (voir "*Focus établissements*" en Annexe 2). Si les élèves disposent pourtant de multiples sources d'information, cette abondance ne se traduit pas nécessairement par un sentiment d'accompagnement. En distinguant les sources d'information des personnes ressources, l'analyse du questionnaire auquel les collégiens ont répondu met en lumière les différences entre s'informer, réfléchir et décider. Les données permettent d'objectiver les pratiques déclarées des élèves, avant de les mettre en regard des constats et enjeux formulés à partir des rencontres avec les professionnels du territoire.

En réponse à la question "*Où trouves-tu des informations sur les métiers ou les études ?*", les élèves répondent majoritairement s'informer par internet (77 %), auprès des professeurs (64 %), de leur famille (59 %) ou amis (33%). Les forums (14 %) et les structures extérieures (12 %) sont plus marginalement cités.

Lorsqu'il s'agit d'identifier "qui [les] aide à réfléchir à [leur] orientation", la famille arrive en tête (70 %), devant les professeurs (59 %), internet (38 %) et les amis (29 %). Les Psy-EN sont peu citées (10 %). Les réponses spontanées "moi-même" et "personne", non proposées dans le questionnaire administré, portent à 11 % la part d'élèves se percevant comme seuls ou principalement autonomes dans leur réflexion.

Internet apparaît comme une ressource centrale, mais peu qualifiée : aucune distinction n'est faite entre sites institutionnels, réseaux sociaux ou contenus vidéos. Cette source est rarement exclusive : parmi les 151 élèves ayant choisi "internet" comme source d'informations, seuls 22 (15 %) n'ont indiqué que celle-ci. L'outil numérique constitue donc un point d'entrée important, mais généralement combiné à d'autres sources.

Surtout, le décalage entre "internet" comme source d'information (77 %) et comme aide à la réflexion (38 %) est intéressant : les élèves s'informent massivement en ligne, mais ne considèrent pas cet espace comme un lieu d'accompagnement. Cette distinction suggère une conscience claire de la différence entre accumuler des informations et construire un projet. En effet, le fait de "se perdre dans les informations disponibles" n'arrive qu'en sixième position parmi les difficultés évoquées, loin derrière la peur de se tromper, le manque de confiance ou le manque d'idées. L'enjeu semble donc moins être un excès d'informations qu'une difficulté à les transformer en projection structurée. Ce besoin de médiation entre information et projection se retrouve dans les pratiques des acteurs locaux. Au collège *Clemenceau* par exemple, l'organisation d'un "apér-orientation" annuel à destination des familles ainsi que le positionnement du stage de 3e dès le mois de novembre visent à encadrer et accompagner cette transformation de l'information en expérience plus concrète.

Le rôle structurant des enseignants ressort également - autant comme une source d'informations qu'une personne qui accompagne dans la réflexion. La passation des questionnaires en classe a pu renforcer les réponses en ce sens, limitant à l'inverse les réponses autour des ressources extérieures au collège. Néanmoins, la faible identification du Psy-EN comme ressource (10%) pose un enjeu de visibilité, d'accessibilité et de représentation du rôle. Cette faible sollicitation ne traduit pas un désintérêt des élèves, mais plutôt une méconnaissance du cadre d'intervention et un manque d'identification spontanée comme interlocuteur privilégié sur ces questions. Cet élément peut s'expliquer par les conditions d'exercice : la présence limitée dans l'établissement (une à deux journées par semaine) réduit mécaniquement les occasions de contact informel avec l'ensemble des élèves. Par ailleurs, comme souvent, les temps d'entretien sont prioritairement mobilisés pour les situations nécessitant un accompagnement spécifique, ce qui peut limiter sa visibilité auprès des autres élèves. Ce constat met en lumière une disponibilité effective

limitée des personnels affectés sur plusieurs établissements et, par conséquent, la nécessaire mobilisation des enseignants et autres personnels de l'établissement sur le sujet.

La famille apparaît comme la première ressource affective et décisionnelle. Elle joue un rôle de soutien dans la réflexion plus que d'information brute. Cette centralité peut éclairer certaines difficultés évoquées par ailleurs : peur de se tromper, crainte de s'éloigner, hésitations liées aux attentes implicites. Cette centralité familiale souligne un point de vigilance : lorsque la famille constitue la principale instance de validation des choix, les inégalités sociales et culturelles peuvent se rejouer dans l'orientation. La place des amis (près d'un tiers des réponses) suggère également une dynamique de groupe pouvant influencer les choix, avec un possible effet d'entraînement ou de conformisme - voir plus bas la partie "mobilités". Dans ce contexte, l'accompagnement extérieur peut se trouver entravé dans sa mission d'élargir le champ des possibles, contraint de sécuriser ou ajuster un cadre déjà fortement structuré par l'environnement proche.

Aussi, la faible identification ou valorisation des structures extérieures interroge (CIO, espaces jeunes, centres sociaux ou mission locale). Il peut traduire une méconnaissance de ces dispositifs, des difficultés d'accès, ou plus probablement une absence de lien perçu entre ces espaces et la question de l'orientation. Également, parmi les ressources extérieures proposées, certaines comme les missions locales ou les espaces jeunes, ont vocation à accueillir des jeunes d'une tranche d'âge supérieure (16-25 ans), limitant éventuellement les réponses en ce sens. Cette tendance à sous-estimer les ressources extérieures se confirme dans une autre partie du questionnaire : alors même que l'on sait que le tissu local permet à nombre d'élèves de bénéficier d'un accompagnement à la scolarité par des structures dédiées, 45 % des élèves déclarent ne participer à aucune activité en lien avec l'orientation en dehors du collège. Ici, la non prise en compte de certaines actions (ateliers de connaissance de soi, discussions collectives, certains forums) dans la définition des "activités en lien avec l'orientation" peut justifier le faible nombre de réponses. Au CPA Binet, par exemple, des informations sur les forums et visites métiers sont affichées et un animateur peut accompagner les jeunes sur ces temps. Or, dans la pratique, seuls 10 à 15% des jeunes s'en saisissent spontanément et l'orientation est souvent abordée de manière informelle dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité. Le forum apparaît d'ailleurs faiblement comme une "source d'informations" (14%). Pourtant, lorsqu'il s'agit d'identifier ce qui a "aidé" les élèves, il apparaît comme la première activité citée. Ce décalage peut s'expliquer par un effet de passation (le questionnaire ayant été administré en classe, les réponses ont pu se concentrer sur les ressources immédiatement associées au cadre scolaire) ou par un oubli d'expériences antérieures, moins saillantes au moment de répondre.

A la question des personnes ressources, les réponses “moi-même” et “personne” méritent une attention spécifique. Si la majorité des élèves ayant répondu “moi-même” mentionnent également d’autres ressources, cinq jeunes déclarent n’être accompagnés par personne d’autre qu’eux-mêmes. Cette réponse, marginale, peut traduire à la fois une autonomie revendiquée et une forme d’isolement. Les élèves ayant répondu “personne” présentent des profils relativement diversifiés, sans caractéristiques scolaires ou genrées marquées, mais expriment plus fréquemment un sentiment de flottement (stress, perte de repères, indifférence). Pour ces élèves, l’enjeu n’est donc pas seulement informatif, mais relationnel.

Ce constat met en évidence un premier enjeu : au niveau des jeunes, la question n’est pas tant l’accès à l’information que la capacité à hiérarchiser, qualifier et relier ces informations à une trajectoire personnelle. L’abondance informationnelle ne produit pas spontanément du sens. Sur le sujet de l’orientation, les élèves s’informent principalement par le biais d’internet et leurs personnes ressources sont avant tout familiales ; ils ont parfois du mal à relier les expériences extérieures au collège au sujet de l’orientation.

Constat 2. Une projection difficile : entre fragilité de la confiance et déficit de connaissance de soi

Pour une majorité des jeunes rencontrés, cette double fragilité se traduit par des temporalités courtes dûes à de faibles anticipations provoquant des stratégies d’évitement du choix, les décisions liées à l’orientation étant sources de stress, amplifié par une vision immuable” de l’orientation. Ces mécanismes sont amplifiés par les différences genrées : les niveaux de confiance, le rapport au choix et le sentiment de légitimité face à l’orientation varient selon le genre.

Se connaître pour choisir : la connaissance de soi comme socle fragile

La première étape de ce parcours est la connaissance de soi. “C’est compliqué de savoir où aller et ce que je veux faire si je ne me connais pas”, nous rappelle l’équipe du *PEP75*. L’équipe de *Home Sweet Mômes* complète ce constat en insistant sur la nécessité de travailler les compétences psychosociales tout au long du parcours du jeune, pour “savoir et apprendre ce qu’il aime et n’aime pas”. La plupart des acteurs hors Éducation nationale qui travaillent au quotidien avec les jeunes structurent ainsi leurs actions “orientation” autour de la connaissance de soi. Comme le souligne l’équipe du *centre social et culturel la Maison Bleue*, ceci est justifié par la facilité à travailler dans l’informel sur le sujet, sans avoir à dédier des moyens supplémentaires.

Il convient toutefois de souligner que des temps dédiés à la connaissance de soi existent déjà au collège, et que les équipes éducatives sont fortement engagées sur ces enjeux. Ces temps constituent un socle important, même s'ils ne suffisent pas toujours à lever les freins liés à la confiance en soi ou à la projection. Au sein du collège comme en dehors de celui-ci, ces activités sont très peu identifiées comme des temps de travail sur l'orientation par les jeunes. En effet, seul un cinquième des jeunes déclare avoir bénéficié d'ateliers de connaissance de soi avec son collège - chiffre nettement sous-estimé au regard des actions proposées dans les Parcours Avenir des établissements : tous proposent ces temps-là. Par ailleurs, seuls 4 élèves sur les 196 répondants les citent parmi les activités qui les ont aidés, et 3 élèves seulement mentionnent souhaiter en faire davantage.

Une faible anticipation et des stratégies d'évitement

Face à ce constat, la question de l'anticipation des enjeux d'orientation est centrale. Si les jeunes considèrent que les choix d'orientation arrivent trop tôt¹, ce sentiment s'explique en partie par un manque d'anticipation et de préparation, au-delà d'une vision figée de l'orientation.

La capacité de projection est mise à mal par une orientation souvent pensée tardivement, au moment des échéances institutionnelles scolaires (troisième, seconde, terminale) et rarement anticipée en amont. Cet enjeu se reflète dans la gestion des calendriers par les jeunes eux-mêmes : si l'*Espace Paris Jeunes La Salle* accueille une dizaine de jeunes en stage de troisième parce qu'ils n'ont "rien la semaine avant", les représentants de l'*Espace Paris Jeunes Nathalie Sarraute* témoignent de nombreux jeunes qui viennent en novembre pour une alternance à trouver en septembre, ou qui demandent de l'aide pour trouver un emploi estival une fois l'été démarré. L'équipe du collège *Utrillo* évoque également des situations où les démarches sont engagées très tardivement, une fois certaines échéances administratives déjà passées : "*Hier, j'ai eu une maman qui me dit que sa fille a 15 de moyenne et qu'elle ne veut pas qu'elle aille en pro, sauf que les affectations sont finies*".

Cette faible anticipation qui se retrouve tout au long du parcours du jeune favorise des stratégies d'évitement ou de non-choix, traduisant moins un désintérêt qu'une difficulté à se projeter dans des parcours perçus comme incertains, faute de repères internes suffisamment solides pour se sentir légitimes et capables de choisir. À ce sujet, le responsable de

¹ Selon l'étude *OpinionWay* pour *Edumapper* (2026), 72% des jeunes estiment que les choix d'orientation professionnelle arrivent trop tôt - un chiffre confirmé par les nombreuses remarques formulées en ce sens par les jeunes rencontrés sur le territoire (collégiens et au-delà).

l'Association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire (ADOS) observe que l'orientation peut être vécue comme une forme de fermeture des possibles lorsque les choix interviennent sans préparation suffisante en amont. La représentante du CIO nous rappelle le décalage entre le calendrier de l'orientation et le calendrier du jeune "*qui ne sait pas ou ne veut pas savoir*", favorisant une peur de l'avenir et la réticence à la projection. D'après l'équipe du *Petit Ney*, beaucoup de jeunes sont stressés, ce qui s'explique notamment par la précocité des choix d'orientation. Ce passage crucial intervient en pleine adolescence, période marquée par des questionnements identitaires et existentiels. Ce constat est également partagé par la coordinatrice REP du collège *Clemenceau*, qui observe une difficulté pour les élèves à relier leurs envies avec leurs possibilités réelles, et à se projeter comme acteurs de leurs parcours. Elle souligne notamment une méconnaissance des passerelles existantes, méconnaissance qui contribue à renforcer l'idée d'un choix perçu comme irréversible.

Choisir son orientation est souvent perçu comme un choix définitif, presque irréversible, et donc risqué. La peur de l'échec ou le stress de faire un mauvais choix participent à la difficulté à se projeter et sont aussi liés au sentiment de ne pas pouvoir changer de voie plus tard. Plusieurs acteurs insistent ainsi sur la nécessité de rendre plus visibles les passerelles entre parcours et de valoriser des trajectoires inspirantes et/ou non-linéaires afin de déconstruire l'idée d'un choix définitif. Les résultats du questionnaire adressé aux jeunes montrent clairement le stress et le manque de confiance en soi liés à l'orientation. À la question "*Quand tu penses à ton orientation, tu te sens plutôt*", les élèves répondent majoritairement être stressés-es (41 %) - bien que la motivation arrive en deuxième position (38%). Près d'un cinquième des élèves (19 %) déclarent également "*ne pas y penser*", une réponse qui peut s'interpréter comme une forme d'évitement face à l'angoisse du choix. Les difficultés identifiées par les jeunes confirment ce constat : la peur de se tromper arrive en tête (44 %), devant l'absence d'idée de métier qui attire (27 %) et le sentiment d'avoir des notes et un dossier trop justes (24 %). Toutefois, il est également important de noter qu'un quart des élèves (25%) estiment n'avoir aucune difficulté quant à leur orientation.

Une projection entravée par les inégalités de genre

Ces mécanismes s'accompagnent de différences genrées marquées : les niveaux de confiance, le rapport au choix et le sentiment de légitimité face à l'orientation varient selon le genre, contribuant à des inégalités dans la capacité à se projeter, à formuler des choix et à assumer des aspirations.

Les résultats du questionnaire mettent en évidence des écarts significatifs. Concernant les sentiments exprimés, 45 % des garçons se déclarent confiants, contre seulement 26 % des filles. À l'inverse, 44 % des filles disent se sentir perdues, contre 19 % des garçons, et 54 % se disent stressées, contre 27 % des garçons. Elles font état de difficultés plus nombreuses et variées : elles évoquent quatre fois plus souvent que les garçons un manque de confiance (+17 points), trois fois plus fréquemment la peur de se tromper (+35 points) et deux fois plus la crainte d'obtenir des notes trop justes (+12 points), ainsi que le manque de conseils (+11 points) ou de réseau (+9 points). À l'inverse, les garçons déclarent plus souvent ne rencontrer aucune difficulté (+10 points), ce qui peut refléter une perception plus confiante ou une moindre déclaration de leurs difficultés.

Ces écarts ne traduisent pas uniquement des différences individuelles de tempérament, mais renvoient à des socialisations différenciées : rapport au risque, à la performance scolaire, à la légitimité à occuper certains espaces professionnels. Là où les garçons déclarent plus fréquemment se sentir confiants, les filles internalisent davantage la responsabilité de la réussite ou de l'échec, ce qui peut renforcer la peur de se tromper et la prudence dans les choix formulés.

Constat 3. Un manque de réalisme : entre rêve hors-sol et autocensure

Les difficultés de projection des jeunes tiennent en partie à une tension constante entre aspirations idéalisées et autocensure. L'enjeu n'est pas tant un "manque d'ambition" qu'une difficulté à construire une ambition réaliste, c'est-à-dire à articuler rêve, potentiel et connaissance concrète des parcours possibles.

Des représentations professionnelles limitées ou stéréotypées, vecteurs d'autocensure

Plusieurs acteurs décrivent des projets "hors-sol", difficilement rattachés à des trajectoires concrètes. L'équipe du *PEP75* évoque des ambitions récurrentes telles que devenir footballeur professionnel ou milliardaire, auxquelles s'ajoutent, pour les plus grands confrontés à des choix imminents, des orientations répétitives (hôtesse de l'air, vétérinaire, commerce) sans exploration d'alternatives structurées. L'*EPE* mentionne des jeunes souhaitant devenir agents de footballeurs après avoir vu *Mercato*. L'équipe de l'*EPJ La Salle* parle d'orientations "rêvées" (foot, rap) ou à l'inverse très proches de l'environnement immédiat (chauffeur-livreur), sans véritable exploration intermédiaire. L'équipe souligne également un paradoxe révélateur : les jeunes ont un usage intensif des téléphones et des

réseaux sociaux, mais peu envisagent des métiers liés à ces pratiques (régisseur, monteur vidéo, métiers du cinéma ou de l'audiovisuel). Les usages numériques, pourtant quotidiens, ne se transforment pas spontanément en perspectives professionnelles. L'équipe du *centre social la Maison Bleue* souligne l'importance de sensibiliser au facteur "chance" dans certaines carrières numériques (percer sur TikTok, devenir influenceur), sans pour autant écraser ces aspirations, afin de transformer le rêve en réflexion construite plutôt qu'en désillusion brutale. L'équipe du *collège Utrillo* se pose la question de manière plus symbolique : "Combien rêvent de devenir la chanteuse "Merveille", ancienne élève du collège ?". Derrière cette figure locale idéalisée se joue la question des modèles visibles et des réussites perçues comme accessibles.

À l'inverse des rêves médiatisés, les représentations professionnelles restent parfois limitées. L'équipe du *Petit Ney* observe que les jeunes disposent d'une vision restreinte des débouchés professionnels, souvent concentrée autour des métiers de la sécurité, du soin à la personne, du ménage ou d'emplois physiques. Pourtant, le paradoxe est réel : contrairement à certaines idées reçues, les jeunes ne fuient pas nécessairement les métiers industriels ou techniques. Beaucoup expriment un intérêt pour le manuel et le "faire" (équipe du *collège Mayer*). La difficulté réside davantage dans les représentations sociales associées à ces métiers, parfois dévalorisées par l'environnement du jeune ou insuffisamment présentées comme des voies sécurisantes et qualifiantes. Les équipes éducatives soulignent ainsi l'enjeu de la revalorisation des filières techniques et professionnelles à cet égard. Dans cette même lignée, l'association *L'Esprit du vent* observe aussi un manque de connaissance des métiers qui "continueront à exister car ne pourront pas être délocalisés", notamment dans le secteur de la construction, comparativement aux métiers plus visibles dans le quotidien des jeunes mais déjà concurrentiels, comme dans le secteur du commerce. Cette inégale visibilité contribue donc aussi à restreindre le champ des projections possibles.

Si certains rêves paraissent hors d'atteinte, d'autres ambitions peuvent au contraire être bridées. L'équipe du *lycée Rabelais* évoque des phénomènes d'autocensure et de manque d'ambition, également cité par l'ensemble des équipes des trois collèges de la Cité éducative, tandis que *Home Sweet Mômes* identifie l'autocensure comme "la difficulté principale". L'équipe du *collège Mayer* souligne une projection fragile : les jeunes peinent à distinguer rêve et véritable projet d'orientation ; les attentes familiales peuvent également être en décalage avec le potentiel réel du jeune, limitant la stimulation et l'élargissement des possibles. Les clubs de prévention spécialisée, notamment l'*APSAJ*, décrivent enfin une autre forme de difficulté chez certains jeunes : l'absence de rêve mobilisateur. Ni projection idéalisée, ni ambition construite - simplement un manque de moteur pour engager un effort dans la durée.

Dans une perspective représentative des situations rencontrées, *l'EPE* évoque le cas de jeunes filles aspirant à des métiers d'accueil, mais réticentes à adapter leur présentation (maquillage, coiffure et tenue vestimentaire) aux attentes implicites du secteur. Ces situations illustrent la tension entre affirmation identitaire et intégration des codes professionnels, qui peuvent relever à la fois d'un éloignement avec le milieu social d'origine ou d'une réticence face à des normes de présentation fortement genrées dans certains secteurs d'activité. L'enjeu de l'accompagnement consiste alors à expliciter ces normes sans pour autant disqualifier l'expression de soi, afin de permettre une insertion professionnelle éclairée plutôt qu'une confrontation brutale aux attentes du monde du travail. Enfin, les attentes peuvent parfois ne pas être comblées en raison d'un frein matériel sous-estimé : l'absence de tenue professionnelle adaptée, comme le relève *Espoir 18*. Cette dernière a ainsi plusieurs fois mobilisé *La Cravate Solidaire* pour fournir des vêtements appropriés aux jeunes en recherche de stage ou d'emploi.

Un enjeu d'équilibre : ouvrir le champ des possibles sans nourrir d'illusion

Les difficultés de projection et d'ambition réaliste tiennent en partie à une cartographie incomplète ou déformée des métiers et des parcours. Certains métiers restent invisibles, tandis que d'autres sont surreprésentés par effet de proximité, de reproduction sociale ou de médiatisation. Dans ces conditions, il devient difficile pour les jeunes d'identifier un "possible" suffisamment concret et désirable pour justifier les efforts immédiats qu'implique un choix d'orientation ambitieux.

Ce défaut de projection s'explique notamment par un manque d'expériences concrètes ; pourtant, les rencontres et immersions sont autant d'occasions de confronter les représentations à la réalité professionnelle. Selon la *psychologue de l'Éducation Nationale exerçant au collège Utrillo*, l'enjeu est d'intervenir plus tôt dans la construction des représentations, en soulignant l'importance de "faire sortir" les élèves et de structurer des découvertes professionnelles dès la 5e et la 4e, en partant de grands domaines pour explorer la diversité des métiers associés, y compris les métiers dits "de niche" (par exemple ergothérapeute). Elle insiste également sur la nécessité de rencontres avec des professionnels exerçant des métiers peu connus. L'objectif n'est pas d'orienter précocement, mais d'élargir progressivement le champ des possibles sans enfermer les élèves dans un choix définitif.

Ces recommandations sont cohérentes avec les résultats du questionnaire adressé aux jeunes. L'analyse des activités citées comme "aidantes" met clairement en évidence la valeur accordée aux formats expérientiels. Les rencontres et forums (39 citations) arrivent en tête, devant les discussions et ateliers collectifs (28), les immersions (visites, stages, mini-stages

- 23 citations) et l'accompagnement individuel (11). Les activités les plus aidantes sont majoritairement celles qui "font sortir" du cadre habituel du collège et permettent une confrontation directe avec des professionnels ou des environnements de travail. Ces formats marquent davantage les élèves car ils constituent des temps exceptionnels, concrets et mémorables. Néanmoins, les discussions collectives apparaissent également de manière significative. Leur poids peut être renforcé par les conditions de passation du questionnaire (réalisé au cours d'un temps d'échange en classe), mais il témoigne aussi de leur rôle structurant dans le quotidien des élèves. L'analyse des justifications fournies par les élèves pour expliquer en quoi ces activités leur sont aidantes permet de préciser ce constat : ils mettent d'abord en avant la découverte (27 occurrences), avant le fait de réfléchir (18) ou de trouver un métier (4). L'enjeu principal n'est donc pas immédiatement le choix, mais l'exploration.

Les souhaits exprimés par les élèves confirment cette tendance. En réponse à la question "Quelles activités aimerais-tu avoir davantage ?", les immersions (44 citations) arrivent nettement en tête, suivies des rencontres et forums (28, auxquels s'ajoutent 7 mentions de secteurs professionnels spécifiques), puis des discussions collectives (20). L'accompagnement individuel apparaît ici marginal (3 citations), mais ce résultat doit être interprété avec prudence. En effet, les élèves peuvent ne pas identifier explicitement l'accompagnement individuel comme un "dispositif" distinct, soit parce qu'ils en bénéficient déjà de manière intégrée (avec un-e PsyEN, un-e enseignant-e, un référent) et, forts de ce suivi régulier, ils ne le perçoivent pas comme un manque. Le contexte de passation du questionnaire (réalisé dans une dynamique collective, en classe) peut également avoir orienté les réponses vers des formats visibles et partagés, au détriment d'actions plus discrètes et individualisées. Si les visites, en particulier, arrivent en tête des souhaits exprimés, elles sont déjà largement proposées (99 élèves sur 196 déclarent en avoir bénéficié, soit plus de 50 %) : il n'existe donc pas de décalage entre l'offre et les attentes, mais cet axe peut être encore consolidé et amplifié.

La corrélation entre activités jugées aidantes et activités plébiscitées montre une forte cohérence : les élèves accordent une valeur prioritaire à l'expérience immersive et au contact direct avec le monde professionnel. Ces résultats suggèrent que les élèves ne hiérarchisent pas les dispositifs de manière abstraite, mais en fonction de ce qui "fait événement" pour eux. Les discussions constituent une base sécurisante et structurante du parcours d'orientation, tandis que les expériences concrètes jouent un rôle de déclencheur : elles permettent d'incarner les métiers, de clarifier les représentations et de transformer l'idée en projection.

La participation des jeunes à différents formats et leur valorisation de ces moments laissent entendre que les solutions d' "aller-vers", accompagnées d'une communication adaptée, semblent porter leurs fruits. Certaines initiatives locales, comme la permanence hebdomadaire de *L'Esprit du vent* au CPA *Rachid Taha* autour de Parcoursup ou celle de *L'EPE* à *L'EPJ La Salle* illustrent cette volonté d'aller-vers et de sécuriser l'accompagnement des jeunes par un cadre relationnel sécurisant. Pour renforcer la participation des jeunes, le responsable de *L'EPJ La Salle* partage une bonne pratique : mutualiser les sujets "orientation" avec d'autres thématiques qui "intéressent réellement les jeunes" (leurs droits, notamment en lien avec le travail) et adapter la communication autour des événements pour qu'ils atteignent réellement les jeunes.

L'accompagnement in situ comme levier d'amélioration

L'autocensure demeure un frein majeur dans la construction des parcours, qu'elle soit liée au genre, à l'origine sociale ou territoriale, ou encore à l'état de santé. Elle peut conduire à des choix par défaut, à une restriction précoce des possibles, voire à un renoncement silencieux. Cependant, l'ensemble des professionnels souligne la nécessité d'un équilibre : ouvrir le champ des possibles et renforcer la confiance en soi ne signifie pas entretenir des projections irréalistes, qui pourraient déboucher sur des impasses scolaires, des échecs d'insertion ou du mal-être.

Pour ce faire, plusieurs points d'appui existent. Les acteurs de proximité entretiennent un contact régulier avec les jeunes et disposent d'un lien de confiance précieux pour travailler ces représentations - et la mobilisation de réseaux de jeunes du territoire pourrait constituer un levier concret d'identification positive. Les équipes éducatives et associatives sont fortement engagées sur ces enjeux et identifient clairement les décalages entre aspirations, représentations et réalités. Les usages numériques, importants, constituent un point d'entrée stratégique pour élargir la cartographie des métiers et rendre visibles des parcours concrets, au-delà des figures médiatiques dominantes.

L'enjeu pour les acteurs du territoire est d'accompagner un passage progressif du rêve au projet. Cela suppose :

- d'élargir les représentations professionnelles dès le collège
- de rendre visibles des parcours concrets et accessibles
- d'articuler aspirations et conditions réelles d'accès
- de valoriser les filières techniques et professionnelles
- d'explicitier les codes sociaux et professionnels

Il ne s'agit ni de brider les ambitions, ni d'entretenir des illusions, mais de sécuriser la transformation d'une aspiration en trajectoire possible.

Constat 4. Une orientation parfois “subie” : inégalités d'accès et choix par défaut

Une partie des jeunes a le sentiment de subir une orientation choisie par défaut, sans véritable projet ni vision claire des débouchés, souvent influencée par des idées reçues sur certaines filières. Les périodes de transitions révèlent l'enjeu de continuité de l'accompagnement. Ce décalage entre attentes et réalité entraîne déceptions, abandons et réorientations difficiles, laissant certains durablement sans solution après la scolarité obligatoire. Pour certains jeunes du territoire, contraints par des urgences matérielles, financières, résidentielles ou familiales, choisir son orientation ne constitue pas une priorité immédiate. Plus largement, ces situations interrogent l'égalité réelle face à l'orientation : tous les jeunes ne disposent pas du même espace de choix ni du même “droit à l'erreur”, certains parcours laissant davantage de place à l'expérimentation que d'autres.

Une orientation vécue comme contrainte

La notion d'“orientation subie” revient de manière récurrente dans les échanges avec les professionnels. Une part importante des jeunes du territoire exprime le sentiment d'avoir été orientée par défaut, notamment vers certaines filières professionnelles, sans projet clair ni débouché identifié. Cette orientation contrainte relève moins d'un manque d'information que d'un enchevêtrement de contraintes scolaires et sociales, de représentations et de mécanismes institutionnels. Elle renvoie aussi à des inégalités plus profondes d'accès au choix : selon leur origine sociale, leur parcours scolaire ou leur environnement, les jeunes ne disposent pas des mêmes marges de manœuvre pour expérimenter, se tromper ou réajuster leur trajectoire.

Plusieurs acteurs évoquent un déterminisme scolaire puissant. Ces orientations contraintes s'appuient également sur des représentations ambivalentes des filières. L'équipe du *collège Mayer* souligne la persistance du mythe d'une “réussite sans études”, qui peut alimenter un rejet du système scolaire et une volonté d'entrer rapidement sur le marché du travail, sans toujours mesurer les effets à moyen terme sur la qualification et la stabilité professionnelle. À l'inverse, l'équipe du *collège Utrillo* rappelle que certains élèves associent la voie professionnelle à une forme d'échec (“le pro, c'est pour les nuls”), ce qui entretient une hiérarchisation symbolique des parcours. *Home Sweet Mômes* insiste sur la nécessité de déconstruire cette opposition : une voie professionnelle choisie et investie peut constituer

un parcours solide et sécurisant, tandis qu'une seconde générale engagée sans projet peut produire décrochage et démotivation. Dans cette perspective, la coordinatrice REP du collège *Clemenceau* souligne la nécessité de faire de la voie professionnelle un choix réfléchi et non contraint. Si elle adopte une vision critique vis-à-vis de certaines orientations "par défaut", citant notamment l'exemple de la vente souvent envisagée sans réelle appétence pour le secteur, elle rappelle toutefois qu'une seconde professionnelle choisie en cohérence avec les centres d'intérêt du jeune peut constituer un parcours plus sécurisant et porteur qu'une seconde générale sans projet particulier.

Ces représentations ne sont pas neutres : elles s'inscrivent dans des hiérarchies sociales qui orientent différemment les trajectoires selon les publics, contribuant à rendre certaines voies plus "évidentes" ou plus "accessibles" que d'autres. Elles produisent également un double effet : la surestimation de certaines trajectoires perçues comme rapides ou valorisées, et la dévalorisation d'autres filières pourtant porteuses. Le choix se construit alors dans un cadre biaisé : l'orientation apparaît moins comme un choix individuel que comme le produit de contraintes socialement situées, qui ne laissent pas à tous les jeunes la même possibilité de choisir, ni de revenir sur leurs décisions. En ce sens, l'équipe d'ARC-EA estime que près des trois quarts des orientations vers le lycée des jeunes suivis sont vécues comme subies, avec une surreprésentation de la voie professionnelle. Cette dynamique produit des situations où les jeunes intègrent des filières qui ne correspondent ni à leurs aspirations ni à leurs centres d'intérêt, ce qui accroît le risque de décrochage, de désengagement progressif ou de réorientation précoce. Les autres témoignages en ce sens convergent : le *GRAJAR* rapporte des situations récurrentes de formations non choisies ("Je voulais un bac pro mécanicien et je suis en commerce"), l'*EPJ Nathalie Sarraute* observe de nombreux jeunes orientés vers la vente "par défaut" qui abandonnent rapidement, tandis que l'*EPJ La Salle* décrit des élèves inscrits en comptabilité "parce qu'il y avait de la place". Dans le même sens, le responsable d'ADOS observe que de nombreux jeunes sollicitent davantage une inscription ou une affectation qu'un accompagnement à l'élaboration d'un projet qui leur plaît. Dans ces situations, l'orientation résulte davantage d'une logique de placement que d'un projet construit.

Ces décalages débouchent fréquemment sur des abandons précoces et des réorientations complexes, parfois freinées par les mécanismes d'affectation. Les moments de transition constituent des points de vulnérabilité majeurs. Le passage du collège au lycée concentre plusieurs risques cumulés : changement d'établissement, recomposition des groupes sociaux, tensions territoriales éventuelles. À ce sujet, les équipes éducatives évoquent des situations de rupture liées à des rivalités importées d'un quartier à l'autre. La complexité des démarches administratives (fonctionnement des plateformes d'affectation, inscriptions,

procédures multiples) ajoute une couche supplémentaire de fragilité, notamment pour les familles peu familières des codes institutionnels. En sortie de lycée, les réorientations peuvent parfois être freinées par les règles de priorité sur Parcoursup. La représentante du *CDAFAL* rappelle en ce sens que la méconnaissance des règles inhérentes à la plateforme et notamment les évolutions de celle-ci constitue un frein supplémentaire au réel choix d'orientation : face aux nombreux codes implicites et évolutions des procédures, les enseignants ont besoin d'être accompagnés pour guider les jeunes et les aider à répondre aux attentes de ces plateformes. Le nombre croissant de réorientations post-bac, notamment dûes à ces complexités du choix et de maîtrise des outils d'affectation, motive le *CDAFAL* à se focaliser également sur ces publics, au-delà des lycéens suivis par la structure (comme c'est le cas au Lycée Rabelais). Ces transitions révèlent un enjeu central de continuité d'accompagnement. Là où les dispositifs sont souvent pensés par niveau scolaire, les trajectoires des jeunes, elles, s'inscrivent dans des parcours discontinus, faits d'essais, de bifurcations et parfois de retours en arrière. Le manque de lisibilité des passerelles renforce alors le sentiment d'irréversibilité.

L'orientation subie apparaît ainsi moins comme un accident ponctuel que comme le produit d'un système où les capacités d'accueil, les résultats scolaires et les procédures d'affectation encadrent fortement les choix réels. Le sentiment de subir ne renvoie donc pas uniquement à une mauvaise décision ou une "erreur d'orientation", mais à une marge de manœuvre inégalement distribuée, où certains peuvent ajuster leurs parcours quand d'autres voient leurs choix rapidement contraints et difficilement réversibles.

Une orientation reléguée au second plan face aux urgences de vie

Pour une partie des jeunes du territoire, l'orientation ne constitue pas une priorité immédiate : elle est reléguée derrière des urgences matérielles, financières, résidentielles ou familiales. Cette situation ne relève pas uniquement de circonstances individuelles, mais s'inscrit dans des inégalités structurelles qui conditionnent la capacité même à se projeter et à choisir. Dans ces conditions, construire un projet apparaît secondaire, voire inaccessible : la possibilité même de "choisir" son orientation devient relative, certains jeunes devant avant tout sécuriser leur situation.

Certaines fragilités limitent concrètement les possibilités de choix, apparaissant clairement dès le collège. Les jeunes à besoins spécifiques constituent un exemple structurant. Comme le rappelle la référente du plan d'action TND/TSA de la *Cité éducative*, ces élèves n'ont pas toujours accès à l'ensemble des formations et doivent composer avec des contraintes d'orientation réduisant leur marge de décision. Si le principe de l'école inclusive constitue un

cadre essentiel, les professionnels manquent parfois de temps, de formation ou de moyens pour accompagner pleinement ces parcours.

Chez les jeunes de 16 à 25 ans du territoire, le *délégué du préfet* nous rappelle que le surendettement est l'enjeu principal rencontré. La précarité replace l'urgence immédiate comme seul horizon, renforçant l'attrait potentiel pour des gains rapides ou sûrs. À cet élément s'ajoute l'idée d'une "réussite possible sans étude", menant au rejet du système scolaire et renforçant la volonté de travailler au plus vite (*équipe du collège Mayer*). L'équipe d'ARC-EA souligne en ce sens l'injonction contradictoire forte faite aux jeunes de plus de 18 ans non scolarisés d'entrer rapidement dans l'insertion professionnelle, dans un marché de l'emploi qui reste peu accessible sans diplôme ni expérience.

Comme le rappelle le [Contrat Jeunesse d'Arrondissement de la Mairie du 18e](#), le territoire couvert par la Cité éducative concentre des fragilités sociales marquées. De nombreux jeunes y cumulent des difficultés d'insertion et de décohabitation, avec des obstacles d'accès à la formation, à l'emploi, au logement ou à la santé. La crise sanitaire a renforcé ces vulnérabilités, entraînant une hausse du chômage des jeunes, des difficultés alimentaires et résidentielles accrues, ainsi qu'un isolement et une fragilisation de la santé mentale. Le 18e se caractérise par ailleurs par des taux de redoublement et de non-scolarisation supérieurs à la moyenne parisienne, une proportion importante de jeunes sans diplôme, et des difficultés d'accès aux droits et aux soins malgré une offre de services existante.

La *Mission Locale* souligne, à ce titre, que le public accueilli, souvent marqué par le décrochage scolaire, l'absence de diplôme ou de qualification, rencontre une difficulté accrue de projection. L'accompagnement à l'orientation professionnelle ne peut alors être dissociée d'autres enjeux structurants, comme la santé, l'inclusion sociale ou l'accès aux droits, qui conditionnent la possibilité même de se projeter dans un parcours de formation ou d'emploi. L'EPE indique ainsi accompagner des jeunes post-bac ou sans inscription qui sollicitent leur aide après des parcours non aboutis ou des orientations peu consolidées. La structure accueille régulièrement des jeunes précaires en situation d'échec ou de rupture, parfois sans solution d'inscription ni ressources administratives stabilisées (Journée défense et citoyenneté non effectuée, absence de carte d'identité, parfois absence de sécurité sociale ou de compte bancaire). Ces obstacles administratifs et sociaux entravent forcément l'accès à l'information, aux dispositifs et aux possibilités de réorientation.

Ces éléments structurels influencent directement le rapport à l'orientation. Lorsque l'accès à un logement stable, à des ressources financières suffisantes ou à un accompagnement en santé constitue déjà un enjeu, la capacité à élaborer un projet d'études ou professionnel à

moyen terme se trouve mécaniquement réduite. L'orientation ne disparaît pas, mais elle devient secondaire face aux urgences de vie, réduisant la capacité à se projeter et renforçant la probabilité d'une orientation "subie". Elle s'inscrit alors dans un espace de contraintes fortes, où le droit à l'expérimentation et à l'erreur est limité, renforçant les écarts entre des trajectoires choisies et d'autres largement conditionnées.

La coopération comme levier de sécurisation des transitions et des parcours

L'orientation subie apparaît ainsi, sur le territoire de la Cité éducative, comme le point de convergence de plusieurs fragilités analysées dans les parties précédentes : déficit de projection, représentations limitées, faible anticipation, contraintes scolaires et économiques, mauvaise cartographie des possibles...

Si les enjeux identifiés sont multiples, il s'agit d'abord de capitaliser sur les pratiques d'accompagnement déjà à l'œuvre et sur les dynamiques de coopération entre acteurs du territoire pour soutenir des trajectoires davantage choisies et anticipées. En effet, le territoire dispose d'atouts structurants. Le tissu associatif est dense et diversifié, proposant de nombreux dispositifs d'information, d'accompagnement et d'exploration d'alternatives. Les équipes éducatives et associatives font preuve d'un fort engagement pour accueillir les jeunes, y compris ceux sans projet formalisé. Cette diversité d'intervenants constitue un potentiel important d'accompagnement, à condition de renforcer leur articulation et la lisibilité de leurs interventions.

Lorsque les difficultés débouchent sur des situations de non-choix ou d'urgence, les acteurs de proximité (EPJ, Mission locale, Centres Paris Anim', structures associatives, clubs de prévention spécialisée) jouent un rôle d'accueil et de sécurisation essentiel, permettant d'ouvrir des possibles et de réinscrire les jeunes dans une dynamique d'accompagnement. En contact régulier avec les jeunes dans leur vie quotidienne, ils offrent un cadre de confiance et des personnes-relais ancrées dans leur réalité. La complémentarité de ces acteurs constitue un levier déterminant pour sécuriser les parcours, à condition que leurs interventions s'inscrivent dans une logique de coordination. À défaut, le manque d'articulation entre les adultes accompagnants, ainsi que des formats ou des temporalités inadaptés pour travailler les projets d'orientation, peuvent au contraire devenir des obstacles supplémentaires dans le parcours des jeunes.

L'enjeu pour les acteurs du territoire est de :

- renforcer l'anticipation et la lisibilité des parcours dès le collège
- sécuriser les transitions et rendre visibles les possibilités d'ajustement et de réorientation
- soutenir les jeunes confrontés à des urgences sociales afin de restaurer des conditions minimales de projection

Il ne s'agit pas de supprimer toute contrainte, inhérente à un système social et éducatif structuré, mais de réduire le sentiment de non-choix et de redonner aux jeunes une capacité d'agir sur leur trajectoire. L'enjeu n'est pas uniquement d'accompagner les choix, mais de lutter contre les inégalités d'accès à une orientation réellement choisie, en élargissant les marges de manœuvre des jeunes les plus contraints.

Constat 5. Une mobilité géographique, sociale et relationnelle limitée

L'accès aux formations, aux stages et aux opportunités qui élargissent le champ des possibles est fortement conditionné par la capacité des jeunes à se déplacer - physiquement, socialement et relationnellement. Ces trois dimensions sont étroitement imbriquées : se déplacer, se projeter et rencontrer relèvent d'un même enjeu, celui de rendre effectif le droit au choix en matière d'orientation.

La mobilité géographique : des freins qui réduisent le champ des possibles

La mobilité géographique constitue un facteur structurant des parcours d'orientation : l'éloignement, qu'il soit réel ou perçu, tend à réduire le champ des possibles. Les opportunités d'accès à l'information, aux formations et aux opportunités professionnelles varient fortement selon les quartiers, en fonction de la densité du tissu associatif et des ressources locales disponibles. Cette hétérogénéité territoriale produit des inégalités concrètes d'exposition aux possibles, y compris au sein même de l'arrondissement, avec par exemple des différences marquées entre le secteur de la Goutte d'Or et celui du collège Mayer. À ce titre, *Home Sweet Mômes* est l'une des rares structures à intervenir sur les trois quartiers (Goutte d'Or, Porte de Clignancourt et La Chapelle) avec pour objectif explicite de favoriser la mobilité.

Plusieurs freins se cumulent et limitent concrètement le champ des possibles. L'offre de formation elle-même est géographiquement contrainte : fermeture à l'été du lycée Rabelais, rareté des places dans certaines filières, contraintes matérielles liées au transport et refus

d'affectations éloignées par les jeunes eux-mêmes. Les familles partagent ces réticences : la *FCPE* signale une crainte liée aux transports et à l'âge des enfants, un rapport à la mobilité qui progresse par paliers : sortir de sa rue, puis de son quartier, puis de l'arrondissement. Cette contrainte doit toutefois être nuancée dans le contexte parisien, caractérisé par une offre de transport dense : selon l'équipe du *collège Mayer*, le refus de mobilité reste "moins radical que dans le 93" et tend à diminuer à partir du lycée.

Ces freins sont souvent peu verbalisés par les jeunes eux-mêmes (ils apparaissent peu dans les questionnaires comme difficultés explicitement identifiées), mais sont largement observés par les professionnels, qui pointent un décalage entre le vécu et la conscience du frein. Certaines structures ont développé des réponses concrètes : l'équipe d'*ARC-EA* a mis en place une auto-école associative pour répondre à un enjeu à la fois de mobilité et d'employabilité, accompagnant une cinquantaine de jeunes du 18^e chaque année. Des structures comme *Oasis 18* ou *Home Sweet Mômes* proposent des stages en dehors du 18^e pour "montrer que c'est possible" et limiter les stages de proximité par défaut - en partant du levier géographique pour travailler les barrières sociales.

Quitter sa famille, ses amis, pour poursuivre ses études dans une filière qui les intéresse mais loin de chez soi peut être un frein important d'un point de vue économique, social et psychologique. En ce sens, le manque d'identification à des personnes ayant suivi des cursus loin de chez eux ou le manque d'informations sur les aides à la mobilité sont des facteurs importants. Les observations menées lors des ateliers en classe mettent également en évidence une méconnaissance, chez certains élèves, des lycées proposant un internat, voire du principe même de l'internat, ce qui contribue à restreindre d'emblée le champ des possibles en matière de mobilité. Aussi, la représentante du *CDAFAL* rappelle que la méconnaissance du système de bourse dans le supérieur, et la possibilité pour certains d'y accéder, contraint certains jeunes à ne pas envisager ou refuser certaines affectations pourtant accessibles.

Enfin, dans un registre plus structurel, *ADOS* alerte également sur les effets de gentrification progressive observés dans certains secteurs de l'arrondissement et sur les stratégies d'évitement scolaire qui peuvent en découler. À terme, ces dynamiques territoriales pourraient accentuer les clivages entre établissements et limiter certaines formes de mixité sociale, ce qui influe indirectement sur les trajectoires scolaires et les opportunités d'exposition à d'autres environnements sociaux et scolaires.

La mobilité sociale : des représentations qui limitent la projection

Les trajectoires d'orientation sont fortement influencées par les représentations sociales des possibles, partagées par les jeunes, leurs familles et parfois les professionnels eux-mêmes. Ces représentations, nourries par l'origine sociale, le territoire ou le parcours scolaire, alimentent des mécanismes d'autocensure et réduisent la projection vers certains parcours. Ces éléments traduisent plus largement des inégalités d'accès aux opportunités : tous les jeunes ne disposent pas des mêmes ressources pour envisager, atteindre ou même se représenter certains parcours.

Au-delà des mécanismes structurels d'inégalités et de discriminations sociales et territoriales, les familles sont également tributaires de dynamiques reproduites dans ce processus. Porteuses de leurs propres représentations, elles orientent parfois le choix des jeunes autant que leurs aspirations. Comme le souligne la représentante du *CIO*, certains jeunes et leurs parents peuvent se retrouver "bloqués par leurs représentations et leurs peurs, par leurs idées de l'extérieur". L'équipe du *PEP75* souligne de son côté la difficulté à faire évoluer les positions des parents, dont le manque de visibilité sur les parcours possibles renforce les préjugés. Les choix d'orientation traduisent alors moins un projet construit qu'un ajustement contraint à ce qui est perçu comme socialement atteignable - indépendamment des aspirations, des compétences ou des potentiels réels des jeunes. Ils reflètent également des positions sociales inégales, qui conditionnent les aspirations autant que les possibilités réelles.

Ces effets se manifestent à deux niveaux. Au niveau individuel, les jeunes intègrent des préjugés liés à leur origine sociale ou à leurs résultats scolaires qui freinent leur projection, notamment vers l'enseignement supérieur (*AFEV*, *EPJ*, *équipes éducatives*, *Le Petit Ney*). L'équipe du collège *Utrillo* pointe la force du lien entre mobilité sociale, ambition et représentations familiales : il s'agit d'aider les jeunes à "s'autoriser à" envisager certains parcours, en travaillant à la fois sur l'ambition et sur l'accès à un réseau.

Au niveau collectif, le groupe de pairs joue un rôle inhibiteur : comme le formule le représentant de l'*EPJ La Salle*, il est difficile d'exprimer des aspirations différentes de celles du groupe sans risquer la stigmatisation : "si j'aime aller au théâtre, je vais rarement trouver des gens pour y aller : je vais préférer aller au foot avec tout le monde que seul au théâtre". Cette logique d'alignement sur le groupe se retrouve également au moment des choix d'orientation et d'affectation : certains jeunes déclarent ainsi demander le même lycée, la même voie ou la même filière que leurs amis, davantage pour rester dans le groupe que pour répondre à un projet personnel. Ce phénomène touche différemment les filles et les

garçons : les équipes de l'*EPJ La Salle* observent que les filles parviennent davantage à créer entre elles des dynamiques de travail positives, tout en étant confrontées à un enjeu spécifique d'occupation de l'espace - dans la structure comme dans l'espace public - qui les habitue à "rester dans le coin".

Ainsi, la mobilité sociale ne relève pas uniquement de la motivation individuelle, mais de conditions d'accès différenciées aux ressources, tout comme aux réseaux.

La mobilité relationnelle : des réseaux faibles absents ou invisibles

Au niveau national, 60 % des parents s'occupent de la recherche de stage et un tiers d'entre eux le font sans implication de leur enfant. En l'absence d'un réseau étendu et varié mobilisable, l'accès aux opportunités repose fortement sur l'intervention des structures et des professionnels, qui compensent par leurs propres réseaux, révélant une dépendance structurelle et une fragilité des parcours. Ce phénomène s'observe très largement sur le territoire de la Cité éducative du 18^{ème} arrondissement.

Les jeunes disposent de réseaux relationnels majoritairement restreints à leur cercle familial et à leurs pairs, et peinent à identifier leurs "réseaux faibles" comme des ressources mobilisables pour l'orientation, les stages ou l'emploi. Ce déficit est à la fois quantitatif et symbolique : les occasions d'élargir ces réseaux sont rares, et les opportunités issues de la rencontre ou de l'interconnaissance restent largement invisibles. Comme le résumait les équipes éducatives rencontrées, les jeunes sont "en vase clos" sur ce plan : ils ont du mal à s'ouvrir à la rencontre hors de leur zone de confort, et sont peu enclins à entretenir ces liens distants qui sont pourtant souvent décisifs dans l'accès à l'emploi. Auprès des jeunes qu'il accompagne, l'*EPE* observe également une faible connaissance des environnements professionnels et des réseaux d'accès à l'emploi. Cette méconnaissance renforce la difficulté à mobiliser des contacts ou à identifier les canaux informels par lesquels circulent souvent les opportunités professionnelles.

En l'absence de réseau mobilisable, l'accès aux opportunités repose fortement sur l'intervention des professionnels, qui compensent par leurs propres contacts - une pratique transversale à l'ensemble des structures rencontrées. L'équipe d'*ARC-EA* décrit ainsi le travail de ses éducateurs en début d'année : cerner les intérêts des jeunes, leur proposer des stages correspondant à leurs envies, en s'appuyant sur un réseau de partenaires soigneusement entretenu. L'*EPJ La Salle* accueille chaque année une dizaine de collégiens en stage de troisième au dernier moment, faute d'avoir pu trouver par leurs propres moyens. Le *centre social AGO*, par un partenariat avec le *FGO Barbara*, propose des stages avec un

accompagnement en lien avec *Home Sweet Mômes*. Au collège *Clemenceau* comme à *Mayer*, le partenariat avec *Home Sweet Mômes* permet justement à la moitié des élèves de troisième de trouver un stage.

Ce constat se reflète dans les questionnaires : si les jeunes sous-estiment spontanément cet enjeu (absence de besoin d'accompagnement), ils expriment néanmoins une demande forte de liens concrets avec le monde professionnel (rencontres, visites, immersions). Cette demande est également partagée par les familles, citant elles aussi le souhait de "rencontrer des professionnels et d'avoir plus de réseau" (environ 40% des familles rencontrées à l'atelier ou ayant répondu au questionnaire familles expriment ce besoin).

Des leviers existants pour dépasser ces freins

Si les obstacles à la mobilité géographique, sociale et relationnelle sont réels et structurants, le territoire dispose d'atouts concrets sur lesquels s'appuyer.

Le tissu associatif du 18e est dense et diversifié, avec des acteurs de proximité déjà engagés sur ces enjeux (les collèges, *Home Sweet Mômes*, les *Espaces Paris Jeunes*) qui constituent des relais identifiés et mobilisables pour les jeunes comme pour les familles. Les ressources informationnelles existantes sont par ailleurs importantes, notamment pour les acteurs de l'Éducation nationale via les relais du *CIO*, même si leur lisibilité et leur accessibilité restent à renforcer.

Du côté des jeunes eux-mêmes, la demande est réelle : ils expriment un souhait fort de liens concrets avec le monde professionnel par les rencontres, visites et immersions. Cette demande constitue un point d'appui précieux pour construire des réponses adaptées. Les réseaux professionnels mobilisés par les structures, dans et hors du 18e, représentent également une ressource dense, encore trop peu formalisée et partagée entre acteurs.

Enfin, des role-models existent sur le territoire (jeunes et anciens du quartier ayant construit des parcours diversifiés) et constituent un levier puissant pour travailler les représentations et élargir le champ des possibles. Leur mobilisation reste aujourd'hui insuffisamment organisée pour en faire un outil systématique d'accompagnement à l'orientation.

2) Les constats et enjeux au niveau structurel

Les difficultés d'orientation observées sur le territoire de la Cité éducative ne relèvent pas tant d'un manque d'information que d'un déficit de lisibilité et d'accessibilité de l'écosystème existant. L'information est bien présente, mais elle est fragmentée, technique et peu incarnée, ce qui rend difficile pour les jeunes, les familles et les professionnels eux-mêmes l'identification des bons interlocuteurs, des ressources pertinentes et des marges de manœuvre réelles.

Un sentiment diffus de désorientation - ne pas savoir que des dispositifs existent, ni vers qui se tourner ou comment les mobiliser - traverse l'ensemble des publics et conditionne l'efficacité de toutes les actions menées sur le territoire. Les enjeux structurels se déclinent ainsi autour de deux axes complémentaires : la coordination entre acteurs d'une part, et la lisibilité et l'accessibilité de l'écosystème pour ses utilisateurs d'autre part.

Constat 6. Un écosystème riche mais fragmenté : le défi de la coordination

Le territoire dispose d'une offre dense et diversifiée d'acteurs intervenant en éducation, formation et insertion professionnelle, mais cette richesse est peu lisible et insuffisamment coordonnée. Le travail en silo et les collaborations reposant souvent sur des relations interpersonnelles fragilisent la continuité des actions et limitent la capitalisation des expériences. Les interventions ponctuelles et cloisonnées entraînent une perte de suivi des jeunes et une difficulté à répondre aux besoins émergents. Au-delà de la coordination entre acteurs, se pose la question de la place des familles et des jeunes dans la gouvernance de cet écosystème.

Un cloisonnement persistant qui fragilise la continuité des parcours

Le cloisonnement entre les différents acteurs du territoire et le foisonnement d'initiatives sans relais durables apparaissent comme les principaux obstacles à la construction de parcours cohérents pour les jeunes.

Le forum des métiers inter-collèges, organisé précédemment par les trois établissements en partenariat avec Culture prioritaire, offre un exemple : arrêté faute de suivi suffisant, de retours positifs ou pour cause de doublon avec les initiatives existantes, il illustre la difficulté à transformer des projets isolés en dynamiques continues. À l'inverse, certaines initiatives

récentes montrent la capacité du territoire à se mobiliser collectivement autour de temps fédérateurs. Le forum "Parcours lycéens", organisé depuis trois ans en lien avec cinq collèges, une vingtaine de lycées, la Cité éducative et plusieurs partenaires, illustre cette mobilisation inter-collèges et multi-acteurs, en proposant un espace commun d'information et de rencontre à destination des jeunes et de leurs familles.

Selon l'équipe de développement local de la Ville, la mise en place de partenariats impliquant l'ensemble d'une équipe éducative peut s'avérer difficile, en raison de plusieurs facteurs cumulés : la diversité et le nombre élevé de sollicitations adressées aux établissements, la difficulté à identifier des structures clairement reconnues ou labellisées, ainsi que des expériences de coopération passées qui n'ont pas toujours donné satisfaction. Cette sur-sollicitation des établissements constitue un frein : l'équipe du collège Mayer signale être submergée de demandes sans pouvoir en évaluer la qualité, certaines expériences passées mal vécues ayant conduit à une vigilance accrue vis-à-vis des nouveaux partenaires.

Cette fragilité des coopérations tient également à la forte personnalisation des relations partenariales. Les dynamiques entre établissements et structures extérieures reposent souvent sur quelques individus moteurs ; un changement de direction ou de référent peut ainsi suffire à interrompre des dynamiques pourtant installées. À titre d'exemple, le représentant d'un EPJ avoue ne pas connaître le nom du principal du collège voisin, les liens ayant disparu avec le départ de l'ancien responsable il y a plus de cinq ans. Comme le rappelle la représentante du CIO, les relais en établissements existent (PP, Psy-En CPE, Assistante sociale, chefs, infirmière...), mais ils ont besoin d'être connectés aux relais en dehors de l'école. Home Sweet Mômes identifie cette dépendance aux relations interpersonnelles comme l'une de ses principales difficultés, car elle conditionne directement la réussite d'un projet, sa pérennité et, par conséquent, la qualité du suivi des jeunes. La situation de L'Esprit du Vent illustre également cette problématique : malgré de nombreux partenariats avec des Centres Paris Anim', l'APSAJ, les EPJ et la Mission locale, ces collaborations restent largement basées sur des relations interpersonnelles et non sur des cadres structurés, ce qui fragilise leur pérennité et leur impact global.

Une coordination à consolider : passer d'une logique d'addition à une logique de complémentarité

Certains acteurs, comme les représentants du dispositif Action Collégiens, sont demandeurs et volontaires pour accueillir davantage d'associations et de partenariats. De nombreuses associations expriment la volonté de renforcer la mise en réseau des compétences pour

empêcher les doublons et éviter de développer de nouvelles expertises, en s'appuyant plutôt sur des acteurs complémentaires existants.

Cependant, d'autres structures expriment ne pas avoir besoin de partenariats formalisés pour fonctionner efficacement. De nombreux acteurs s'appuient sur un réseau informel dense déjà constitué (*collèges, EPJ, centres sociaux*) ; l'APSAJ affirme que l'essentiel n'est pas la pérennité du partenariat, mais que l'action existe pour le jeune, au bon moment, même si elle est proposée ailleurs ; l'EPJ Nathalie Sarraute rappelle que la formalisation des partenariats ou les nouveaux projets n'ont pas d'intérêt s'ils n'ont pas de plus-value pour les jeunes ou la structure.

Dans ce contexte, l'enjeu ne réside pas tant dans la création de nouvelles structures et de nouveaux partenariats formels que dans la coordination de l'existant et dans la (re)connaissance mutuelle des acteurs. Il s'agit moins d'empiler les dispositifs que de construire un mode de fonctionnement plus horizontal, fondé sur la coopération, la complémentarité et une culture partagée de l'accompagnement des jeunes. À cet égard, le représentant d'ADOS suggère la création d'un COPIL orientation multi-acteurs à l'échelle territoriale et le développement d'îlots d'expérimentation pour tester des actions locales, avec évaluation avant généralisation, intégrant le droit à l'erreur comme principe pédagogique.

En effet, le niveau et la qualité des partenariats varient fortement selon les "cultures" institutionnelles, et selon que la coopération est envisagée comme une complémentarité ou vécue sur un mode concurrentiel. Les exemples de coordination réussie et de coopération durable ne manquent pas - pour ce faire, les institutions locales, bien ancrées dans le maillage territorial, sont des appuis incontournables. La *Mission locale* joue par exemple un rôle structurant en s'insérant dans plusieurs instances locales et partenariats, notamment dans le cadre du Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ - initiative portée par l'État et la région, visant à "*accompagner les jeunes des QPV en difficulté vers une insertion durable sur le marché du travail*"). Dans ce cadre, différents acteurs du territoire sont connectés : prévention spécialisée, structures jeunesse, EPJ et associations de quartier. Cette présence contribue à réduire le cloisonnement et vise à garantir un suivi plus cohérent pour les jeunes, bien que ces dispositifs peinent parfois à s'ancrer réellement dans l'existant, à se connecter pleinement au territoire local. Le *Centre Paris Anim' Binet* illustre, lui aussi, un exemple de relais intéressant : il coordonne des voyages, projets solidaires et actions de prévention avec la *Ville de Paris*, un centre social du 2ème arrondissement et d'autres CPA, tout en orientant certains jeunes vers la *Mission Locale* ou *ARC-EA*. Ce rôle de médiation montre que les structures peuvent être des ponts entre différents dispositifs si elles

connaissent bien l'écosystème local. Autre exemple positif, le représentant du *GRAJAR* atteste de l'amélioration possible des relations entre structures : c'est bien l'enjeu de posture qui est ici déterminant.

Dans le prolongement de ces constats, la coopération entre établissements scolaires et acteurs associatifs apparaît toutefois plus contrastée qu'il n'y paraît au premier abord. Si des difficultés existent pour créer des passerelles opérationnelles - dans un contexte marqué par la multiplicité des sollicitations et des exigences de coordination -, elles ne traduisent pas une absence de dynamiques partenariales, mais plutôt une hétérogénéité des situations. En effet, des coopérations solides et durables existent sur le territoire lorsque certaines conditions sont réunies : inscription dans le temps, clarté des rôles et capacité d'intervention des structures. Le partenariat développé entre l'association *Home Sweet Mômes* et les collèges de la Cité éducative dans le cadre du projet *Jeunesse d'Orée* en constitue une illustration concrète. Progressivement structuré, reconnu par les équipes éducatives et inscrit dans la durée, ce partenariat montre que des collaborations efficaces peuvent se déployer lorsque les acteurs partagent des objectifs communs et disposent de modalités d'intervention stabilisées. À l'inverse, certaines tentatives de coopération peinent à se concrétiser ou à s'inscrire dans le temps, en raison de fragilités opérationnelles (manque de moyens, difficulté à intervenir de manière régulière, absence de lisibilité des actions). Les obstacles observés renvoient ainsi autant à des enjeux de coordination ou de culture institutionnelle qu'aux conditions concrètes de mise en œuvre des projets.

Par ailleurs, la question de la posture constitue un facteur déterminant dans la qualité des coopérations. Du côté des associations, une tension récurrente est exprimée : comme le souligne le représentant d'*ADOS*, elles peuvent se sentir reléguées "hors du périmètre", sollicitées en aval, sans réelle place dans les espaces de décision. Cette position d'intervenant ponctuel, perçu comme "exécutant", limite leur implication dans la réflexion stratégique. Inversement, les équipes éducatives expriment également des difficultés à identifier et à mobiliser des partenaires adaptés à leurs besoins, dans un environnement perçu comme dense mais peu lisible. La construction de coopérations effectives suppose ainsi un travail d'interconnaissance, de clarification des attentes et d'ajustement réciproque entre les acteurs.

Un manque de suivi, d'évaluation et de participation des usagers

L'absence d'outils communs de suivi et d'évaluation fragilise la continuité des parcours. Si de nombreux dispositifs existent, il demeure difficile d'avoir une vision partagée de ce que chaque jeune a effectivement mobilisé au cours de son parcours, que ce soit au sein de son

établissement ou en dehors. Les professionnels soulignent une difficulté récurrente : identifier ce qui a déjà été proposé, ce qui a été réellement investi par le jeune, et ce qui lui manque encore.

Cette fragmentation de l'information produit plusieurs effets. D'une part, elle limite la personnalisation de l'accompagnement, faute de visibilité sur l'historique des actions. D'autre part, elle empêche d'objectiver les écarts entre établissements ou entre quartiers, laissant subsister des inégalités peu documentées. Les expériences peuvent ainsi varier fortement selon le moment de l'année, l'équipe en place ou la dynamique locale. L'absence d'indicateurs partagés rend difficile la capitalisation des pratiques efficaces et l'ajustement des interventions.

Par ailleurs, l'absence d'espaces formalisés de participation des jeunes et des familles limite la représentativité des besoins exprimés. En effet, les espaces de participation restent inégalement développés, au sein des établissements comme dans les instances territoriales : absence d'un conseil local représentatif des jeunes dans le 18e, des conseils de parents peu mobilisés sur l'orientation, et des collectifs représentatifs qui n'ont pas de prise directe sur les processus décisionnels. Les instances existent, mais elles ne constituent pas encore de véritables espaces de co-construction, ce qui limite la prise en compte effective des besoins et expériences des usagers. Sans retour structuré des usagers, l'ajustement des actions repose principalement sur l'intuition ou l'expérience des professionnels.

Constat 7. Une lisibilité insuffisante : qui fait quoi pour accompagner les jeunes ?

Les jeunes, les familles et certains acteurs rencontrent des difficultés pour identifier les structures et professionnels compétents à chaque étape de l'orientation. Les rôles et missions des différents intervenants (Psy-EN/CIO, établissements scolaires, associations) sont peu connus, générant un sentiment de flou et de désorientation.

L'Éducation nationale en première ligne : responsabilité accrue, moyens contraints

Comme mentionné précédemment dans les enjeux relatifs aux jeunes, le système connaît une forte dépendance au collège comme lieu quasi exclusif de l'orientation.

Le flou sur “qui fait quoi” tient également à la politique nationale d’orientation : la responsabilité croissante confiée aux établissements scolaires en matière d’orientation ne s’est pas accompagnée de moyens humains et temporels ajustés en conséquence. L’Éducation nationale se trouve ainsi en première ligne, avec une charge élargie qui dépasse souvent les capacités opérationnelles des équipes.

Du côté de l’Éducation nationale, les équipes éducatives font face à une charge de travail importante, largement évoquée dans l’ensemble des établissements rencontrés.

Le *collège Mayer* décrit une équipe très engagée mais débordée face au volume de sollicitations extérieures et à la difficulté d’en évaluer la qualité. Le turn-over des enseignants fragilise les partenariats construits et rend difficile l’appropriation des outils communs, comme le dossier partagé recensant les sorties et interventions dans les parcours, peu utilisé faute de temps et de continuité. Au *collège Clemenceau*, cette situation se traduit également par un besoin de clarification des attentes entre les équipes éducatives et les acteurs associatifs du territoire. Si le quartier de la Goutte d’Or se caractérise par un tissu associatif très développé et par une forte culture de participation locale, les équipes éducatives expriment la nécessité de mieux définir les rôles respectifs de chacun dans les actions proposées aux élèves afin d’éviter la multiplication d’interventions difficilement lisibles ou redondantes. Au *collège Utrillo*, la direction cherche à mieux articuler le Parcours Avenir avec les autres parcours éducatifs afin de renforcer la cohérence et la visibilité des actions liées à l’orientation. Si cette transversalité constitue un levier pour donner davantage de sens aux initiatives menées auprès des élèves, elle suppose également un travail de coordination supplémentaire pour les équipes pédagogiques, déjà fortement mobilisées. Les professeurs principaux jouent un rôle central dans cette dynamique, mais leur investissement se heurte parfois aux contraintes du programme et à la difficulté d’intégrer des actions transversales dans le temps pédagogique. Les équipes évoquent également le temps nécessaire pour s’approprier certains outils proposés, ainsi que le besoin de mieux connaître le monde professionnel, dans un contexte où les spécificités du territoire et l’arrivée régulière de nouveaux enseignants nécessitent un temps d’adaptation.

Dans ce contexte, les équipes doivent arbitrer en permanence entre suivi pédagogique, gestion des urgences éducatives et accompagnement à l’orientation. Malgré cela, les différents collèges réussissent à consacrer du temps et de nombreuses actions pour le déploiement de leur Parcours Avenir.

Sur l’orientation, les Psy-EN et le CIO constituent des ressources essentielles mais insuffisamment connues et reconnues comme telles par les jeunes et les familles.

Pour rappel, les Psy-EN sont rattachées administrativement au CIO et, au-delà des obligations qui leur incombent dans ce cadre-là, elles effectuent des permanences dans deux voire trois établissements chacune, limitant leur présence dans les collèges à quelques demi-journées seulement. Comme le rappelle justement la Psy-En du collège *Utrillo*, elles voient leur périmètre d'intervention s'élargir année après année (soutien psychologique, accompagnement des Parcours Avenir, prévention du décrochage, participation aux réunions des équipes éducatives), dans un contexte de temps et de moyens contraints. Dans ce contexte, elles sont dans l'obligation de faire des choix et, par conséquent, sont mises en difficultés pour remplir toutes les missions en lien avec l'orientation. À ce propos, la Psy-En du collège *Utrillo* explique ainsi que les efforts se concentrent sur les années charnières (troisième), limitant la possibilité de proposer un accompagnement continu pour les autres niveaux ou de faire des liens avec les activités "hors collège".

Le CIO, leur structure de rattachement, est très bien positionné comme structure ressource spécialisée pour les établissements et leurs personnels. Néanmoins, son rattachement institutionnel à l'Education nationale, son fonctionnement et son implantation territoriale dans le 17^{ème} arrondissement peuvent constituer des freins à son appropriation par les jeunes et les familles, au-delà des structures associatives du territoire. Il demeure identifié comme une institution formelle, parfois perçue comme distante, alors même qu'il porte une expertise centrale sur les parcours et les procédures, mobilisée par d'autres institutions dans des partenariats et coopérations fructueuses.

Ces constats se reflètent dans les questionnaires auxquels les jeunes ont répondu : s'ils disposent de multiples sources d'information, ils identifient peu les Psy-EN et le CIO comme des ressources centrales dans leur réflexion. Seuls 10 % mentionnent le Psy-EN comme personne aidant à penser l'orientation, et les structures spécialisées comme le CIO sont très peu citées. De la même manière, seuls 14 % des élèves déclarent avoir bénéficié d'un suivi individuel avec un Psy-EN ou un professeur principal. Pourtant, le sentiment de manquer de conseils ou d'accompagnement n'est exprimé que par une minorité (15 %), et l'aide individuelle n'apparaît pas parmi les formats les plus demandés : ce paradoxe suggère que le suivi personnalisé (et *a fortiori* les acteurs-clés de celui-ci) est à la fois peu identifié et peu formulé comme besoin explicite. Dans le même registre, les familles interrogées demandent, en premier lieu, "un lieu ou une personne à qui poser des questions sur l'orientation (20 demandes sur une trentaine de personnes interrogées). Cette faible identification renvoie à un enjeu de visibilité, de présence effective auprès des élèves et des familles, et de représentation du rôle.

Les associations : un accompagnement réel mais diffus et peu identifié comme “orientation”

Du côté des structures associatives, l'accompagnement repose souvent sur des connaissances personnelles plutôt que sur un écosystème lisible et partagé (voir *Constat 6*). À titre d'exemples, les *centres sociaux*, *CPA* et *EPJ* fonctionnent avec des moyens limités qui ne leur permettent pas d'internaliser une expertise en orientation : ils s'appuient sur leur carnet d'adresses pour orienter les jeunes, avec le risque que ces relais disparaissent en cas de turn-over. Les difficultés exprimées par l'équipe du *PEP75* illustrent bien cette situation : faute de relais clairement identifiés, l'équipe a du mal à aiguiller les jeunes vers les bons interlocuteurs et ne se sent pas toujours légitime pour traiter de l'orientation en interne. Si les moyens dédiés à la formation des équipes sur l'accompagnement à l'orientation sont quasi inexistants, l'orientation s'ajoute aux missions existantes, sans cadre ni reconnaissance spécifique. À ce sujet, un représentant du dispositif *Action Collégiens* rappelle que, quand bien même le sujet de l'orientation est central, cela n'entre pas dans le cœur de métier d'une personne animatrice : les freins tiennent autant à l'envie, la connaissance, la légitimité ou le temps disponible pour “faire de l'orientation”. Par ailleurs, certains acteurs occupent une position intermédiaire dans l'écosystème, qui peut être difficile à identifier pour les partenaires. L'*Espace Proximité Emploi (EPE)* se positionne par exemple en amont du droit commun, en intervenant sur des questions éducatives, relationnelles ou de soutien aux familles avant l'orientation vers des structures spécialisées comme la *Mission locale* ou *France Travail*. Ce rôle de prévention et d'accompagnement global n'est toutefois pas toujours identifié par les acteurs jeunesse du territoire, limitant forcément sa mobilisation comme ressource dans les parcours des jeunes.

Malgré ces contraintes, de nombreuses structures agissent concrètement sur la question de l'orientation. Leur intervention s'inscrit le plus souvent autour du travail sur la connaissance de soi, de la valorisation des compétences psychosociales et de la mise en confiance des jeunes. L'orientation n'y est pas toujours nommée comme telle, mais elle se construit en filigrane, à travers des discussions informelles, des projets collectifs, des sorties ou des rencontres professionnelles.

Toutes les structures interviennent sur le développement des compétences psychosociales, la connaissance et la confiance en soi, ainsi que la capacité à se projeter. L'orientation y est travaillée de manière indirecte, à travers l'expression, les projets collectifs ou l'accompagnement individualisé. Dans ces espaces, l'enjeu central est de permettre aux jeunes d'identifier leurs centres d'intérêt, de verbaliser leurs aspirations et de construire une posture active face à leur parcours.

D'autres acteurs interviennent plus directement sur l'accès aux stages et l'ouverture au monde professionnel, en mobilisant leurs réseaux ou en facilitant la mise en relation avec des entreprises par des visites ou des sorties par exemple. Ces acteurs participent, à des degrés divers, à la recherche de stages, à la préparation aux candidatures (CV, lettre de motivation) ou à l'organisation de forums et rencontres professionnelles. Ces actions contribuent à réduire les inégalités d'accès aux réseaux et à soutenir la mobilité.

Aussi, l'accompagnement aux procédures constitue une entrée spécifique, plus technique, mobilisant une expertise sur les dispositifs d'affectation et d'inscription. Les équipes de l'Éducation Nationale occupent une place centrale sur ces questions et peuvent être accompagnés par des partenaires extérieurs. Cet accompagnement porte sur la compréhension d'Affelnet, de Parcoursup et des démarches administratives, et intervient souvent dans des temporalités resserrées, en fin de cycle.

Plusieurs structures jouent un rôle d'interface avec les familles, en proposant des espaces d'échange, d'information ou de médiation autour des choix d'orientation. Leur action vise à sécuriser les décisions, à expliciter les attendus du système scolaire et à accompagner les tensions éventuelles entre aspirations des jeunes et attentes parentales.

Développement des compétences psychosociales, de la connaissance et la confiance en soi et de la capacité à se projeter

Actions Collégiens, ADOS, l'AFEV, Home Sweet Mômes, Oasis 18, Espoir 18 et les EPJ, les Centre Paris Anim', les centres sociaux, les PEP75, ARC-EA, GRAJAR, APSAJ, l'Espace de Proximité Emploi, L'Esprit du Vent et Culture Prioritaire

Intervention sur l'accès aux stages et l'ouverture au monde professionnel

Action Collégiens, Oasis 18, Espoir 18 et les EPJ, la Mission Locale, l'Espace de Proximité Emploi, Home Sweet Mômes, Culture Prioritaire, L'Esprit du vent, la FCPE, l'AFEV et le CDAFAL

Accompagnement aux procédures, démarches administratives et dispositifs d'affectations

Les Psy-EN, le CIO, les professeurs principaux et des équipes des collèges la FCPE, le CDAFAL, L'Esprit du Vent, l'EPE et la Mission Locale

Rôle d'interface avec les familles, en proposant des espaces d'échange, d'information ou de médiation autour des choix d'orientation

Institutions du territoire, le Petit Ney, les centres sociaux, Home Sweet Mômes, la FCPE, l'AFEV, ADOS, les référents d'Action

Ainsi, les associations jouent un rôle d'amorce et de sécurisation du parcours : elles travaillent les représentations, soutiennent la projection et facilitent l'accès aux opportunités. Toutefois, cette contribution demeure peu visible et insuffisamment articulée avec les acteurs institutionnels de l'orientation, ce qui alimente le flou sur la répartition des rôles.

Constat 8. Une information disponible mais difficilement appropriable

Les informations sur l'orientation (filières, diplômes, parcours, dates et conditions d'accès aux dispositifs) sont disponibles mais dispersées, techniques et peu incarnées. Cette fragmentation empêche jeunes et familles de comprendre concrètement les parcours possibles et leurs débouchés. Elle produit une surcharge informationnelle qui, sans accompagnement structurant, accentue l'écart entre s'informer et comprendre. Les inégalités d'accès aux dispositifs se renforcent par l'absence de centralisation et de médiation appropriée.

Jeunes et familles : une information abondante mais difficile à décoder

Du côté des jeunes, la méconnaissance des parcours est régulièrement mentionnée. L'AFEV observe une forte ignorance des filières et des trajectoires d'études possibles. Le CIO et la FCPE pointent également une méconnaissance fine de l'offre précise, au-delà des grandes catégories (voies générales, technologiques et professionnelles). Au collège Mayer, l'équipe souligne qu'entre 70 et 80 formations professionnelles sont accessibles à portée de main, mais que les élèves qui s'orientent vers la voie professionnelle ne bénéficient pas toujours d'un réel travail sur leurs choix. L'abondance de possibilités devient alors source de dispersion plutôt que d'ouverture. La difficulté d'appropriation concerne également les outils institutionnels de l'orientation. Les équipes du CPA Binet évoquent par exemple les difficultés rencontrées par de nombreux jeunes dans la compréhension et l'utilisation de Parcoursup. En effet, malgré l'abondance d'informations disponibles, les démarches restent perçues comme complexes et anxiogènes, nécessitant souvent un accompagnement individualisé pour être réellement mobilisées.

Dans leurs réponses aux questionnaires, les jeunes formulent davantage une difficulté à choisir qu'un manque brut d'information : "se perdre dans les informations disponibles" n'arrive qu'en sixième position parmi leurs difficultés déclarées (14 %), loin derrière la peur de se tromper ou le manque de confiance en soi. Le paradoxe est résumé par la représentante du CIO : "Les jeunes nous disent qu'ils ne savent pas ce qui existe ; or, il est impossible de tout connaître. Comment choisir dans ces conditions ?". L'enjeu n'est donc pas d'accumuler plus d'informations, mais d'aider à structurer un univers perçu comme infini.

Les familles expriment de manière explicite un besoin d'accompagnement pour comprendre l'orientation. Deux tiers des familles ayant répondu au questionnaire déclarent avoir besoin de formations ou d'ateliers pour mieux comprendre l'orientation et les filières, et quasiment la moitié souhaite des informations plus claires sur les parcours possibles. Les parents interrogés lors du forum (environ 30 à 35 participants) concentrent leurs demandes sur des formations ou des ateliers pour mieux comprendre l'orientation et les filières (16 personnes) et plus d'informations claires sur les filières et les métiers (15 personnes). Ces demandes confirment que la difficulté n'est pas seulement quantitative mais qualitative : il s'agit moins d'avoir plus d'informations que de bénéficier d'un espace de décodage.

Les représentants de la *Mairie du 18ème* soulignent aussi les difficultés d'accès et de compréhension des informations d'orientation par les familles, notamment concernant les lycées professionnels, l'apprentissage ou les différences entre public et privé. L'ensemble des équipes éducatives et des acteurs du territoire mentionnent cet enjeu (voir plus bas, *partie C9*). À titre d'exemples, le CIO et la FCPE évoquent une méconnaissance précise de l'offre par les familles. L'équipe du *collège Utrillo* insiste sur la nécessité de renforcer la transmission d'informations aux parents.

Les acteurs du territoire : une offre riche mais peu lisible

La difficulté d'appropriation ne concerne pas uniquement les jeunes et les familles. Les professionnels des structures expriment également un besoin de meilleure connaissance de l'offre. À titre d'exemples, les équipes du PEP75, de l'EPJ *Nathalie Sarraute* ou d'*Espoir 18* évoquent un manque de ressources et de lisibilité des formations disponibles sur le territoire, qui fragilise leur sentiment de légitimité à accompagner l'orientation en interne. Plusieurs associations formulent le besoin d'une cartographie claire des formations et de relais identifiés. Les représentants d'*Action Collégiens* évoquent l'intérêt d'une plateforme centralisant les calendriers, les offres de stages, la cartographie des formations et les informations sur des cas spécifiques (élèves décrocheurs notamment), afin de disposer de références partagées.

Pour les acteurs de l'Éducation nationale, ce sont surtout les dispositifs spécifiques (dates des mini-stages et autres dispositifs) qui apparaissent opaques. À ce sujet, l'équipe du *collège Mayer* évoque une forte fragmentation : dates, modalités et conditions d'accès aux mini-stages ne sont ni uniformisées ni centralisées. Cette absence de cadre partagé génère des inégalités d'accès importantes selon les réseaux mobilisables par les équipes ou les familles. Dans ce contexte, plusieurs partenaires soulignent des difficultés concrètes et récurrentes : identifier des lieux de stage disponibles et disposer des informations utiles dans des délais compatibles avec le calendrier d'orientation. L'exemple des Cordées de la réussite illustre ce décalage : ce dispositif national, qui vise à accompagner les élèves vers l'enseignement supérieur via des partenariats entre établissements scolaires et grandes écoles ou universités, reste parfois peu mobilisé localement en raison de procédures jugées complexes et d'un manque de lisibilité pour les équipes. À l'inverse, les équipes plébiscitent des dispositifs intégrés et valorisés dans la plateforme Affelnet, comme le PassPro, c'est-à-dire un dispositif permettant aux élèves de valoriser un projet professionnel construit (notamment vers la voie professionnelle) dans leur dossier d'affectation au lycée, ce qui peut leur donner un avantage dans l'accès à certaines formations. Toutefois, ces dispositifs deviennent fortement concurrentiels.

Cette situation met en évidence un paradoxe : l'information existe, mais faute de centralisation, de cartographie territoriale et de médiation partagée, elle reste éclatée entre acteurs. L'orientation repose alors largement sur les réseaux informels et les initiatives individuelles. L'enjeu ne semble donc pas être la production d'informations supplémentaires, mais la construction d'un cadre partagé permettant de rendre l'existant, de réduire les inégalités d'accès aux réseaux et de transformer une information dispersée en ressource réellement mobilisable.

Constat 9. Des difficultés d'accessibilité et d'appropriation pour les familles

L'accessibilité de l'écosystème d'orientation ne dépend pas uniquement de la disponibilité de l'information, mais de sa capacité à être comprise, appropriée et mobilisée par les familles. Langue, maîtrise des codes scolaires, formats institutionnels et démarches administratives constituent des barrières implicites qui limitent leur participation effective et renforcent des inégalités d'accompagnement. L'absence d'invitation explicite, le sentiment d'illégitimité ou la difficulté à comprendre les procédures peuvent générer défiance et stress, ou, au contraire, une forme de retrait marqué par une confiance totale accordée à l'institution scolaire. Dans les deux cas, ces mécanismes contribuent à une mise

à distance des parents. Dans ce contexte, le rôle parental est parfois implicitement délégué à l'école. L'enfant peut alors devenir médiateur entre la famille et l'institution, traduisant et transmettant les informations. Plus généralement, cette mise à distance se retrouve dans les interactions des familles avec l'ensemble des institutions, services publics et démarches administratives liées au parcours du jeune (langue, recherche d'emploi, compréhension des dispositifs), révélant que les enjeux d'orientation s'inscrivent dans des dynamiques sociales plus larges.

Des barrières nombreuses qui limitent la participation des familles

Comme le rappelle le Plan Avenir du Ministère de l'Éducation nationale, "les parents sont les premiers conseillers de leurs enfants et doivent donc être associés aux différentes phases de préparation de l'orientation". Néanmoins, les conditions nécessaires pour leur permettre d'exercer pleinement cette place peinent à être réunies.

En effet, l'accessibilité de l'écosystème d'orientation ne dépend pas uniquement de la disponibilité de l'information, mais de sa capacité à être comprise, appropriée et mobilisée. Elle renvoie ainsi à une question d'accessibilité sociale et capacitaire : toutes les familles ne disposent pas des mêmes ressources linguistiques, culturelles et administratives pour accompagner leurs enfants. Pour une part significative des familles du 18e, la langue, la maîtrise des codes scolaires, les formats institutionnels et les démarches administratives constituent des barrières implicites qui limitent leur participation effective et renforcent les inégalités d'accompagnement. À ces freins, s'ajoute la fracture numérique (usage de Pronote, mails, procédures dématérialisées) qui accentue également ces écarts.

Au-delà de ces facteurs, certains acteurs soulignent que les difficultés d'appropriation tiennent également au fonctionnement même du système d'orientation, souvent perçu comme complexe et peu lisible. Le représentant d'ADOS pointe par exemple un système fortement structuré par des logiques techniques - évaluation scolaire, indicateurs d'affectation, procédures administratives - qui restent peu explicitées aux jeunes et aux familles et apparaissent souvent déconnectées des parcours et de leurs représentations. Dans cette perspective, en plus d'améliorer l'accès à l'information, il semble essentiel de rendre plus lisible l'ensemble de la chaîne éducative et les passerelles entre filières, afin de permettre aux acteurs de mieux comprendre les possibilités de parcours et d'évolution.

Une distance à l'institution aux formes multiples

Ces barrières prennent des formes très diverses. Les équipes éducatives décrivent des familles primo-arrivantes en difficulté avec le français, dépendantes de l'école, qui peinent

à consulter Pronote ou participer aux réunions. Elles évoquent également des situations de précarité sociale et culturelle (familles nombreuses, instabilité, méconnaissance des codes scolaires) qui renforcent la tendance à déléguer entièrement les décisions à l'établissement. Le *Petit Ney* pointe le rapport au bâti scolaire lui-même comme obstacle symbolique : certains parents ne franchissent pas la porte de l'établissement, par peur ou sentiment d'illégitimité. Plusieurs acteurs soulignent que la modalité d'entrée en relation (convocation versus invitation) influe fortement sur la participation. L'AFEV signale que des expériences scolaires négatives génèrent une défiance durable vis-à-vis de l'institution. Les représentants d'*Action Collégiens* et du *centre social AGO* évoquent également une forme de violence symbolique (jargon, posture institutionnelle, parole experte) pouvant produire un sentiment de mise à distance ou de mépris perçu. Le *CIO* rappelle que les familles les plus éloignées de l'école, plus difficiles à rencontrer, sont aussi celles qui bénéficient le moins de l'accompagnement proposé par l'établissement, du fait des horaires, de la langue ou des codes sociaux.

Aussi, les familles restent souvent en dehors des processus de décision sur l'orientation (validation des vœux d'affectation en conseils de classe, construction des parcours d'orientation dans les établissements). Les associations intervenant auprès des familles décrivent également des situations où le dialogue autour de l'orientation intervient tardivement. Par exemple, les actions d'ADOS arrivent dans la majorité des cas au moment des commissions d'appel lorsque les familles contestent des décisions d'orientation déjà prises. Cette intervention tardive s'explique notamment par une absence de dialogue structuré en amont avec certaines familles, ce qui conduit à des situations de blocage au moment où les marges de manœuvre sont déjà réduites. Néanmoins, certaines évolutions témoignent d'une volonté de renforcer la place des familles dans ces moments de décision. Au *collège Utrillo*, par exemple, les conseils de classe ont été ouverts aux parents, afin d'échanger directement avec l'équipe éducative - sur les sujets d'orientation notamment.

Dans ce contexte de distance des familles, le rôle parental est parfois délégué à l'enfant lui-même, qui devient médiateur entre la famille et l'école, transmettant les informations et expliquant les démarches. La *FCPE* et le *centre social de la Maison Bleue* confirment ce phénomène : les enfants sont souvent les seuls à maîtriser le jargon de l'orientation au sein de leur foyer. L'équipe du *PEP75* observe également que des frères ou sœurs aînés prennent en charge les démarches administratives, renforçant des mécanismes internes de délégation familiale.

Cette configuration produit un paradoxe : alors que la famille demeure la première ressource de discussion et de projection pour les jeunes, elle n'est pas toujours en capacité d'accéder

directement à l'information institutionnelle. Le témoignage d'*Home Sweet Mômes* illustre bien ce décalage : certaines familles ignorent que la structure a trouvé le stage de leur enfant, révélant un déficit de lisibilité des rôles et des ressources disponibles.

Une demande d'accompagnement plus que d'information

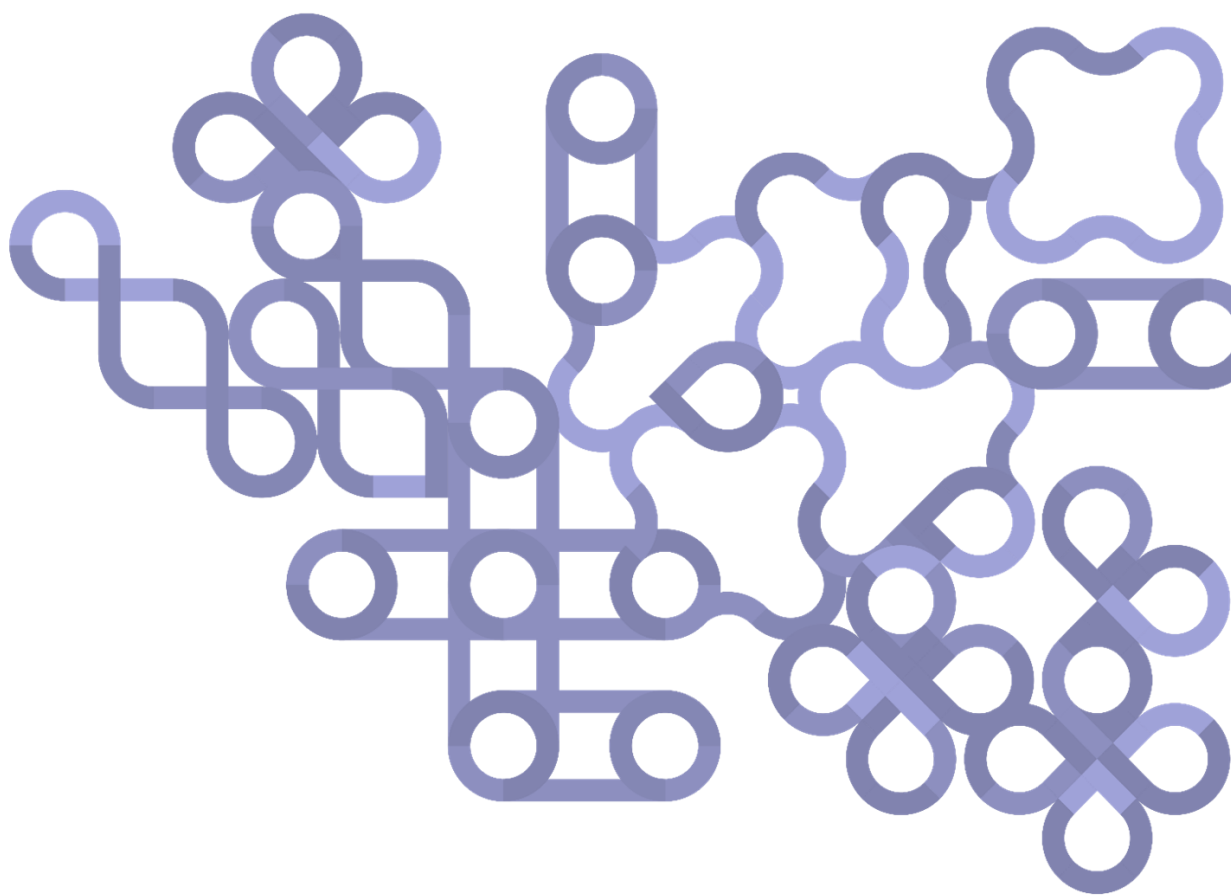
Cette mise à distance se reflète dans les questionnaires : seules 24 % des familles se déclarent bien informées sur l'orientation, et leur première attente n'est pas davantage d'actions, mais un lieu ou une personne à qui poser des questions (cité en tête des besoins exprimés au forum, 20 personnes). Ce chiffre reste à nuancer : il ne s'agit pas tant d'avoir "plus" d'informations, mais d'être mieux accompagné dans la compréhension de ces informations. En effet, deux tiers des familles ayant répondu au questionnaire déclarent avoir besoin de formations ou d'ateliers pour mieux comprendre l'orientation et les filières, et quasiment la moitié souhaite mieux comprendre les parcours possibles. L'enjeu n'est donc pas quantitatif mais qualitatif : il s'agit de créer des conditions d'accueil et de médiation adaptées, plutôt que de multiplier les supports.

La *Mairie du 18e* rappelle que l'orientation peut constituer un levier d'insertion sociale plus large : comprendre les parcours scolaires, c'est aussi mieux appréhender les institutions, les services publics et, parfois, retrouver une place dans le tissu social (emploi, langue, démarches administratives). La demande porte donc moins sur "plus d'orientation" que sur une médiation sécurisante, permettant de poser des questions sans crainte de jugement.

Des bonnes pratiques à partager pour créer une nouvelle relation

Des points d'appui existent néanmoins. La volonté d'implication des familles est forte, et des espaces de dialogue sont déjà investis : remises de bulletins, forums des associations, rencontres parents-professeurs, conseils de classe ouverts aux familles... sont autant de temps qui peuvent servir de points d'ancrage. Les établissements affichent un objectif explicite de rapprochement avec les parents et multiplient les initiatives en ce sens. De nombreuses structures du territoire ont su construire un lien de confiance avec des familles habituellement éloignées de l'institution, en privilégiant l'invitation sur la convocation et la proximité sur la formalité. Les clubs de prévention spécialisée (*GRAJAR, APSAJ, ARC-EA*) montrent également que la présence de proximité dans les quartiers facilite l'accès aux familles et permet un accompagnement administratif informel, complémentaire des services institutionnels.

Ces expériences montrent qu'une autre relation est possible : l'enjeu consiste ainsi, dans le cadre de la Cité éducative, à sécuriser des relais de médiation identifiés, à expliciter davantage les codes scolaires (vocabulaire, procédures, temporalités) et à reconnaître pleinement la place des parents comme co-acteurs de l'orientation, et non comme simples destinataires d'informations.



3. Préconisations et plan d'actions

L'analyse menée dans le cadre du diagnostic territorial met en évidence que les difficultés rencontrées par les jeunes en matière d'orientation ne tiennent pas principalement à un manque d'information. Les élèves disposent aujourd'hui de nombreuses sources, notamment numériques, mais rencontrent davantage des difficultés à transformer ces informations en projet personnel, à se projeter dans des parcours possibles et à articuler leurs aspirations avec les réalités concrètes des formations et du monde professionnel.

Ces difficultés de projection s'expliquent par plusieurs facteurs : un manque de confiance en soi et de connaissance de ses propres ressources, des représentations professionnelles limitées ou stéréotypées, des réseaux relationnels souvent restreints, ainsi qu'un accès inégal aux expériences concrètes permettant de découvrir les métiers et les parcours. À ces enjeux individuels s'ajoutent des difficultés plus structurelles liées à la lisibilité et à la coordination de l'écosystème d'acteurs intervenant sur les questions d'orientation sur le territoire.

Dans ce contexte, l'ambition du plan d'actions est de contribuer à faire de l'orientation un processus plus progressif, plus concret et plus équitable, permettant aux jeunes de construire leurs choix de manière plus éclairée et plus sécurisée.

Les préconisations formulées s'organisent autour de quatre axes complémentaires :

- 1. Renforcer la capacité de projection des jeunes et des familles**
- 2. Lutter contre les mécanismes d'autocensure**
- 3. Construire et activer le réseau des jeunes**
- 4. Assurer la continuité et la cohérence des parcours**

Priorités stratégiques

AXE 1 - Renforcer la capacité de projection des jeunes et des familles

Faire de l'orientation un processus progressif de construction du futur, dès le début du collège, et non un moment de décision concentré en fin de parcours, afin de prévenir les situations d'orientation subie et de soutenir le pouvoir d'agir des jeunes, en lien avec leurs familles.

Objectif 1.1 : Explorer les possibles dès le début du collège

Installer une progression structurée de la 6e à la 3e permettant aux élèves de construire progressivement une représentation de leur avenir, en anticipant les moments de transition et en travaillant la projection en amont des temps forts de l'orientation (3^e, 2nde, Terminale), afin de construire une culture de l'orientation.

Objectif 1.2 : Mieux se connaître pour mieux choisir

Développer chez les élèves des compétences liées à la connaissance de soi (identifier ses goûts et préférences, analyser ses options, faire des choix), afin de sécuriser leurs décisions dans un contexte souvent marqué par l'urgence, le stress ou la pression sociale.

Objectif 1.3 : Montrer qu'on peut changer de voie

Renforcer la capacité des jeunes à se projeter dans des parcours non linéaires en rendant visibles les passerelles et les réorientations possibles, afin de lutter contre la peur de l'erreur et le sentiment d'irréversibilité.

Objectif 1.4 : Aider les jeunes à construire des projets d'orientation réalistes

Accompagner les élèves dans l'articulation entre leurs aspirations, leurs compétences et les conditions concrètes d'accès aux formations (niveau scolaire, mobilité, ressources), afin de favoriser des choix d'orientation à la fois ambitieux et réalisables.

AXE 2 - Lutter contre les mécanismes d'autocensure

Agir sur les représentations sociales, les stéréotypes et les biais de projection qui restreignent le champ des possibles des jeunes, en particulier des publics les plus vulnérables, afin de renforcer leur capacité à envisager une diversité de parcours.

Objectif 2.1 : Présenter des parcours inspirants

Diversifier les modèles identificatoires accessibles aux jeunes en valorisant des parcours variés et issus de leurs quartiers, afin de renforcer le sentiment de légitimité et la capacité à se projeter au-delà des horizons perçus comme accessibles.

Objectif 2.2 : Accompagner sans limiter les choix des jeunes

Sensibiliser les adultes accompagnants (enseignants, éducateurs, intervenants associatifs...) aux biais de projection et aux attentes implicites afin de ne pas limiter les élèves dans leurs choix et projections.

Objectif 2.3 : Réduire les stéréotypes de genre chez les jeunes

Agir sur les stéréotypes de genre dans les choix d'orientation, notamment dans les filières scientifiques, techniques et professionnelles, afin d'élargir concrètement le champ des possibles pour les filles comme pour les garçons.

Objectif 2.4 : Travailler les représentations avec les parents

Associer les familles au travail sur les représentations de l'orientation afin de réduire les freins liés aux normes sociales ou culturelles, en développant des formats accessibles et adaptés aux réalités linguistiques et sociales du territoire.

AXE 3 - Construire et activer le réseau des jeunes

Permettre à chaque jeune d'accéder à des réseaux diversifiés et à des expériences concrètes au-delà de son cercle proche, afin de réduire les inégalités d'accès aux opportunités et de renforcer son autonomie dans la construction de son parcours.

Objectif 3.1 : Organiser des rencontres régulières avec le monde professionnel

Garantir à chaque élève un parcours progressif et structuré de rencontres et d'expériences avec le monde professionnel tout au long du collège, afin d'ouvrir le champ des possibles.

Objectif 3.2 : Assurer un accès équitable à des stages et immersions de qualité

Structurer un réseau d'entreprises et de partenaires afin de faciliter un accès équitable aux stages et opportunités.

Objectif 3.3 : Apprendre à construire son réseau

Accompagner les jeunes dans l'apprentissage concret de la prise de contact, de la sollicitation, de la relance et de l'activation de personnes ressources, afin de passer d'une logique de mise en relation par substitution à une logique d'autonomisation progressive.

Objectif 3.4 : Élargir les horizons au-delà du quartier

Favoriser l'ouverture géographique des parcours en développant des expériences hors du quartier afin de permettre aux jeunes d'accéder à des réseaux et opportunités à l'échelle de la ville, de la région Île de France et au-delà.

AXE 4 - Assurer la continuité et la cohérence des parcours

Construire une continuité territoriale d'accompagnement en renforçant la coordination entre établissements, associations, institutions et partenaires, afin de rendre l'écosystème d'orientation plus lisible et accessible pour les jeunes et leurs familles.

Objectif 4.1 : Renforcer la coordination entre les acteurs du territoire

Mieux articuler les interventions des établissements scolaires, des associations et des autres partenaires afin d'assurer un accompagnement plus cohérent des jeunes, en limitant les logiques de silos et la dépendance des partenariats aux seules relations interpersonnelles.

Objectif 4.2 : Partager des repères communs sur l'orientation

Organiser des temps de formation et d'échange de pratiques entre acteurs du territoire, afin de développer une culture commune de l'orientation.

Objectif 4.3 : Accéder à une information claire et actualisée

Clarifier les rôles et les périmètres d'intervention des acteurs de l'orientation afin de rendre l'écosystème territorial plus lisible et garantir une circulation fluide de l'information entre les jeunes, les familles et les professionnels.

Objectif 4.4 : Associer les jeunes et les familles aux décisions

Structurer la participation des familles et des jeunes dans la gouvernance territoriale de l'orientation afin de renforcer la représentativité des usagers.

Objectif 4.5 : Évaluer ensemble ce qui fonctionne

Installer une démarche régulière de retour d'expérience et d'évaluation collective des actions menées, afin d'ancrer un processus d'amélioration continue.

Bibliothèque de projets

AXE 1 - Renforcer la capacité de projection des jeunes et des familles

Objectif 1.1 : Explorer les possibles dès le début du collège

*Fresque de l'Orientation

Ateliers collectifs permettant de travailler la projection avant les choix institutionnels d'orientation, par un outil visuel et participatif structurant les étapes d'un parcours. Les élèves manipulent des cartes (parcours, métiers, choix) et construisent collectivement des trajectoires, dans un cadre collectif favorisant l'échange.

Partenaire envisagé : [L'Académie des Lauriers](#)

*Programme "Découverte métiers et secteurs professionnels"

Ateliers interactifs, de réalité virtuelle ou de découverte des métiers organisés dès la 6e pour construire progressivement une connaissance concrète des secteurs professionnels. Les séances reposent sur des échanges, manipulations ou immersions de durées variables.

Partenaires envisagés : [Fondation Archery](#) / [Fondation CGénial](#) / [Les Entreprises pour la Cité](#) / [Métiers 360](#) / [Deviens Génial](#) / [L'Esprit du vent](#) / [De l'or dans les mains](#) / [A Deux mains](#)

Objectif 1.2 : Mieux se connaître pour mieux choisir

*Ateliers "Connaissance de soi"

Modules pédagogiques permettant aux élèves d'identifier leurs compétences, valeurs et centres d'intérêt pour formuler leurs préférences en lien avec l'orientation.

Partenaires envisagés : [Awayke](#) / [Le Sens de l'École](#) / [TADAM](#)

*Programme "Mini-entreprise"

Pédagogie active de construction d'un projet collectif permettant aux jeunes d'explorer leurs centres d'intérêt et leurs compétences. Sur plusieurs semaines, les élèves créent et font vivre une entreprise (idée, organisation en équipes, production, communication, vente), en lien avec des mentors du monde professionnel.

Partenaire envisagé : [Entreprendre pour Apprendre](#)

Objectif 1.3 : Montrer qu'on peut changer de voie

*Ateliers "Comprendre les passerelles"

Séances pédagogiques dédiées à la compréhension des parcours de formation et passerelles (voie professionnelle, générale et technologique, alternance, réorientation post-bac). Les élèves travaillent à partir de cas concrets de parcours pour identifier les possibilités de transitions et les moments de choix.

Partenaires envisagés : Centre d'Information et d'Orientation (CIO) / Mission locale / L'Esprit du vent / CDAFAL / Crée ton Avenir

*Rencontres "Parcours non linéaires"

Cycles de rencontres avec des étudiants et professionnels ayant connu des bifurcations dans leurs parcours (passerelles, alternance, reprise d'études). Les intervenants détaillent leurs choix, difficultés et réorientations, en lien avec des questions préparées par les élèves.

Partenaires envisagés : Espaces Paris Jeunes / Mission locale / Institut de l'engagement / My Job Glasses

Objectif 1.4 : Aider les jeunes à construire des projets d'orientation réalistes

*Ateliers "Apprentissage du choix"

Séances structurées permettant aux élèves de construire une démarche de choix progressive, à partir de kits pédagogiques clés en main (activités, ressources, supports) déployés en classe par les enseignants. Le programme s'appuie sur une plateforme de suivi et un accompagnement des équipes éducatives.

Partenaire envisagé : Crée ton Avenir

*Programme de mentorat

Création de binômes entre élèves et étudiants ou professionnels du territoire ou du secteur d'intérêt. Le dispositif combine mentorat classique et formats courts (un à trois échanges) afin de toucher un maximum d'élèves. Les rencontres portent sur les parcours, les choix d'orientation et la découverte des environnements professionnels, en mobilisant des profils variés.

Partenaires envisagés : Fondation Archery / AFEV / Télémaque / Joblrl / Fondation FACE / Rêv'Elles

AXE 2 - Lutter contre les mécanismes d'autocensure

Objectif 2.1 : Présenter des parcours inspirants

*Journée annuelle des alumni

Structuration d'un réseau territorial d'alumni mobilisés lors d'une journée dédiée dans les établissements. Les intervenants tiennent des stands ou participent à des temps d'échange en petits groupes pour présenter leurs parcours et répondre aux questions des élèves.

Partenaires envisagés : Mairie du 18e / Home Sweet Mômes / Espaces Paris Jeunes / Centre Paris Anim' / Centres sociaux / AFEV / Lit Up / Institut de l'Engagement

*Cycle de rencontres avec des professionnels

Organisation de rencontres avec des personnalités inspirantes issues d'une diversité d'environnements, selon des formats variés et attractifs pour les jeunes (speed-meeting, mises en situation professionnelle).

Partenaires envisagés : Parents d'élèves / Home Sweet Mômes / Espaces Paris Jeunes / My Job Glasses / Fondation CGénial / Les entreprises pour la Cité / Entreprendre pour Apprendre

Objectif 2.2 : Accompagner sans limiter les choix des jeunes

*Formation inter-collèges et partenaires sur les biais et stéréotypes

Formation commune aux enseignants et associations basée sur l'analyse de situations concrètes (choix d'orientation, conseils de classe, échanges avec les familles) pour identifier les biais implicites et ajuster les pratiques d'accompagnement.

Partenaires envisagés : Centre d'Information et d'Orientation (CIO) / Cité éducative / École Académique de la Formation Continue (EAFIC) / Rencontres Entreprises-Enseignants (R2E) / Rêv'Elles

*Ateliers sur les enjeux d'orientation des jeunes à besoins spécifiques

Temps de sensibilisation à destination des adultes (enseignants, associations) sur les jeunes à besoins spécifiques et leurs enjeux en matière d'orientation.

Partenaires envisagés : Autismes et Parentalités / Tremplin Handicap

Objectif 2.3 : Réduire les stéréotypes de genre chez les jeunes

*Ateliers théâtre “Déjouer les stéréotypes”

Ateliers reposant sur des jeux de rôle et des mises en situation permettant aux élèves d’explorer et de déconstruire les représentations liées aux métiers et aux rôles sociaux.

Partenaires envisagés : L'Esprit du Vent / Trouve ta voix

*Programme MIX'I.T - Femmes et sciences

Atelier de deux heures en classe, combinant un débat mouvant animé par des médiateurs (à partir de questions, quiz et portraits de femmes scientifiques) et une rencontre avec une professionnelle des secteurs scientifiques, techniques ou numériques. Les élèves alternent entre réflexion collective sur les stéréotypes et échange direct sur les parcours, le métier et le quotidien professionnel.

Partenaire envisagé : Fondation Cgénial

Objectif 2.4 : Travailler les représentations avec les parents

*Inf'orientation

Organisation de temps conviviaux associant parents et enseignants, dédiés à l’information, l’échange et le dialogue autour de l’orientation, sur le modèle de ce qui est proposé au collège Clemenceau ou par des associations du territoire, dans et en dehors des établissements.

Partenaires envisagés : Cité éducative / le Petit Ney / Home Sweet Mômes

*Participation des parents à des moments forts du parcours d’orientation

Inviter et associer les familles à différents temps symboliques du parcours d’orientation, sur le modèle de ce qui est proposé au collège Utrillo, avec l’appui des représentants des parents d’élèves (conseil de classe participatif, journées des parents, présentation de métiers, oral de restitution de stage...).

Partenaires envisagés : Cité éducative / Établissements scolaires / Associations du territoire

AXE 3 - Construire et activer le réseau des jeunes

Objectif 3.1 : Organiser des rencontres régulières avec le monde professionnel

*Club “Découverte des métiers” (temps du midi ou créneau dédié)

Mise en place d'un temps régulier (hebdomadaire ou bimensuel) sur la base du volontariat, permettant aux élèves de découvrir des métiers et des secteurs d'activité de manière progressive. Le club s'organise autour d'un format simple et identifiable (“1 semaine = 1 métier ou 1 domaine”), avec des interventions de professionnels, des temps d'échange et, ponctuellement, des activités complémentaires (quiz métiers, ateliers, supports vidéo).

Partenaires envisagés : Cité éducative / Action Collégiens / Enseignants volontaires / Associations locales

*Programme “Podcast orientation - Les voix du territoire”

Ateliers permettant aux élèves d'interviewer des professionnels et habitants du territoire sur leurs parcours et métiers. Le projet se déploie en novembre et décembre avec les futurs participants au village des métiers du forum Parcours lycéens, puis donne lieu à une diffusion des contenus auprès des élèves et des familles.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Radio RapTz / Parents d'élèves / Deviens Génial

Objectif 3.2 : Assurer un accès équitable à des stages et immersions de qualité

*Renforcement du programme “Jeunesse d'Orée”

Renforcement du programme sur les trois collèges de la Cité éducative pour le volet recherche de stages. Le dispositif peut être enrichi par la mise en place de formats complémentaires : stages en duo pour sécuriser l'expérience des élèves les plus éloignés du réseau, et stages tournants permettant de découvrir plusieurs environnements professionnels différents sur une même semaine.

Partenaires envisagés : Home Sweet Mômes

*Structuration d'un pool de partenaires économiques

Création d'un réseau de partenaires économiques locaux et hors de l'arrondissement, dans l'objectif de faciliter la recherche de stage pour les élèves et faciliter les contacts pour organiser des rencontres avec des professionnels.

Partenaires envisagés : Ville de Paris / Mairie du 18e / France Travail / Mission locale / Viens Voir Mon Taf / Fondation CGénial / Les entreprises pour la Cité / Fondation FACE

Objectif 3.3 : Apprendre à construire son réseau

*Ateliers “Construire et activer son réseau”

Ateliers pratiques permettant aux élèves d’identifier leurs contacts, de comprendre le rôle des réseaux et de s’entraîner à la prise de contact (présentation, demande, relance). Les séances s’appuient sur des mises en situation et peuvent être prolongées par des défis concrets pour rendre le réseau mobilisable (voir Ateliers “*Découverte des opportunités de stages et d’emploi sur le territoire*”).

Partenaires envisagés : Mission locale / Espace Proximité Emploi / Associations locales / Rencontres Entreprises-Enseignants (R2E) / Les entreprises pour la Cité

*Ateliers “Découverte des opportunités de stages et d’emploi sur le territoire”

Ateliers d’exploration des opportunités de stages et d’emplois sur le territoire préparés en amont, s’appuyant sur le jeu et la dynamique collective. Les élèves identifient des lieux et opportunités autour d’eux (stages, emplois, formations, événements) et vont à la rencontre des recruteurs.

Partenaires envisagés : JokaJobs / Espaces Paris Jeunes / Centre Paris Anim’ / Espace Proximité Emploi (EPE) / Mission locale / Viens Voir Mon Taf

Objectif 3.4 : Élargir les horizons au-delà du quartier

*Mini-forum “Les métiers insolites”

Sur le modèle du *Forum des métiers insolites* de la Mairie du 18e organisé par le passé, organisation d’un mini-forum des métiers insolites à destination des élèves des trois collèges de la Cité éducative. Ce mini-forum propose des formats courts et interactifs animés par des professionnels présentant leur activité de manière concrète. L’animation et la programmation de ce temps pourraient être confiées à des jeunes du territoire (alumni du 18e), afin de favoriser une médiation par les pairs et renforcer l’attractivité du format.

Partenaires envisagés : Mairie du 18e / Cité éducative / Mission locale / Alumni du 18e / Associations locales

*Cycle de visites de milieux professionnels

Organisation de journées de découverte permettant à un groupe d'élèves de visiter plusieurs milieux professionnels au cours d'un même parcours. Ces temps d'immersion, organisés hors de leur environnement habituel, visent à élargir le champ des possibles et à favoriser une meilleure compréhension des réalités professionnelles.

Partenaires envisagés : Viens Voir Mon Taf / Crée ton Avenir / Fondation FACE / Les entreprises pour la Cité / Fondation Cgénial

AXE 4 - Assurer la continuité et la cohérence territoriale

Objectif 4.1 : Renforcer la coordination entre les acteurs du territoire

*Cycle d'interconnaissance territoriale

Organisation de rencontres régulières entre acteurs du territoire (équipes éducatives, CIO, associations, structures jeunesse) sous des formats variés (petits-déjeuners, visites, présentations, échanges de pratiques). Ces temps, organisés environ tous les 2 mois, visent à améliorer la connaissance mutuelle et la circulation de l'information.

Partenaires envisagés : Centre d'Information et d'Orientation (CIO) / Ville / Mairie / Cité éducative

*Coordination et mutualisation inter-collèges des PPO

Mise en place d'un groupe inter-collèges réunissant équipes éducatives, CIO, associations et représentants de parents et de jeunes. Ce groupe se réunit trois fois par an pour faire converger les PPO existants vers une trame commune de la 6^e à la 3^e et pour articuler les actions menées dans les établissements.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Crée ton Avenir

Objectif 4.2 : Partager des repères communs sur l'orientation

*Construction d'un guide territorial de l'orientation

Élaboration d'un guide synthétique (12 à 16 pages) présentant les acteurs du territoire, leurs rôles et leurs modalités d'intervention, ainsi que les dispositifs existants. Conçu comme un outil pratique, il facilite l'identification des interlocuteurs et rend plus lisible l'écosystème pour les équipes éducatives, les partenaires et les familles.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Mairie du 18e / Ville de Paris / Associations du territoire

*Formation inter-collèges et partenaires

Organisation de temps de formation communs s'appuyant sur des situations concrètes et sur les outils produits (notamment le guide territorial), afin de partager une culture commune de l'orientation.

Partenaires envisagés : Centre d'Information et d'Orientation (CIO) / Cité éducative / École Académique de la Formation Continue (EAFC) / Rencontres Entreprises-Enseignants (R2E) / Lit Up

Objectif 4.3 : Accéder à une information claire et actualisée

*Diffusion du guide territorial de l'orientation dans les lieux clés de l'arrondissement

Diffusion du guide sous des formats accessibles (affiches, supports synthétiques) dans les établissements, structures jeunesse et lieux fréquentés par les familles, afin de rendre visibles les parcours, les temps clés de l'orientation et les ressources mobilisables sur le territoire.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Mairie du 18e / Ville de Paris / Associations du territoire

*Stands orientation

Mise en place de stands lors de temps clés (réunions parents, remises de bulletins, événements locaux) permettant de présenter les ressources du territoire, d'orienter vers les bons interlocuteurs et de valoriser les actions proposées dans le cadre du guide territorial de l'orientation.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Mairie du 18e / Associations du territoire

Objectif 4.4 : Associer les jeunes et les familles aux décisions

*Implication des jeunes et des familles dans la gouvernance de l'orientation

Intégration de représentants de jeunes et de familles dans les instances de suivi de l'orientation, notamment le comité de pilotage Orientation.

Partenaires envisagés : Mairie du 18e / Home Sweet Mômes / Le Petit Ney / Espaces Paris Jeunes / Centre Paris Anim' / Centres sociaux / AFEV / Lit Up / Institut de l'Engagement

Objectif 4.5 : Évaluer ensemble ce qui fonctionne

*Mise en place d'un comité de pilotage Orientation

Création d'un groupe réunissant Cité éducative, personnels de direction des établissements, partenaires du territoire et bénéficiaires, chargé du suivi et de la coordination des actions. Ce groupe s'appuie sur un outil partagé permettant de suivre les actions menées (collèges et structures concernés, publics touchés, partenaires mobilisés) et d'ajuster le plan d'actions au fil de l'année.

Partenaires envisagés : Cité éducative / Collectif Orientation

*Enquête annuelle Orientation

Mise en place d'une enquête annuelle auprès des élèves, des familles et des professionnels, articulée avec les temps clés du parcours d'orientation des jeunes. Les résultats, complétés par des retours qualitatifs des acteurs, alimentent le rapport annuel de l'axe orientation et permettent de suivre l'évolution de la dynamique territoriale.

Partenaires envisagés : Comité de pilotage Orientation / Collectif Orientation

Calendrier 2026-2029

Afin de traduire les orientations issues du diagnostic en transformations concrètes pour les jeunes du territoire, la Cité éducative propose une stratégie de mise en œuvre progressive sur trois ans.

Cette démarche repose sur un principe simple : expérimenter, déployer puis pérenniser. L'objectif est de construire progressivement un cadre territorial partagé, en veillant à articuler les initiatives existantes, à tester de nouveaux formats d'action et à installer durablement les coopérations les plus efficaces.

ANNÉE 1 : 2026-2027 – Structurer, expérimenter, cadrer

Cette première année poursuit un double objectif : structurer la gouvernance territoriale de l'orientation et tester plusieurs formats d'actions destinés directement aux élèves.

Elle vise à créer les conditions d'une action cohérente et concertée à l'échelle des trois collèges et des partenaires du territoire, dans le contexte des quartiers prioritaires du 18^e arrondissement.

Cette première phase constitue une année de fondation et d'exploration.

1. Structurer l'écosystème (Axe 4)

Cette première étape déterminante vise à poser un cadre commun d'actions, organiser le suivi des projets et rendre l'écosystème d'orientation plus lisible à l'échelle du territoire.

- Mettre en place une instance de pilotage territorial

Un Comité de pilotage Orientation sera installé dans le cadre de la Cité éducative. Cette instance réunira régulièrement :

- Les directions ou représentants des collèges du territoire
- La Cité éducative
- Le CIO
- Des représentants d'acteurs associatifs impliqués dans les actions d'orientation
- Ponctuellement, des partenaires institutionnels ou économiques
- Des représentants de jeunes et de familles

Le Comité de pilotage aura pour missions :

- Assurer le pilotage global de la stratégie orientation
- Suivre la mise en œuvre du plan d'action
- Identifier les besoins émergents du territoire
- Favoriser la circulation d'informations entre les acteurs
- Contribuer à l'évaluation de la dynamique engagée

Cette instance se réunira deux à trois fois par an.

- **Structurer un espace de travail inter-collèges**

En parallèle, un Groupe de travail inter-collèges sera mis en place afin de faciliter l'articulation des démarches d'orientation entre les établissements. Ce groupe associera :

- Les équipes éducatives des collèges (direction, référents orientation, CPE, Psy-EN, enseignants impliqués)
- Le CIO
- La Cité éducative
- Des acteurs associatifs intervenant régulièrement auprès des élèves
- Des représentants de parents et des jeunes lorsque cela est pertinent

Ce groupe aura notamment pour objectifs :

- Faire converger les Plans Pluriannuels d'éducation à l'Orientation (PPO) existants vers un cadre commun à l'échelle du territoire
- Articuler les actions menées dans les différents établissements
- Partager les pratiques pédagogiques et les ressources existantes
- Identifier les besoins d'intervention de partenaires extérieurs

Ce travail devra aboutir à la définition d'une trame commune du parcours d'orientation de la 6^e à la 3^e, garantissant à chaque élève l'accès à un ensemble d'expériences structurantes.

Cette instance se réunira trois fois par an.

- **Développer l'interconnaissance et la montée en compétences des acteurs du territoire**

Le diagnostic a mis en évidence un écosystème d'acteurs particulièrement riche autour des questions d'orientation, mais encore insuffisamment lisible et coordonné. Afin de favoriser les coopérations et de renforcer la circulation de l'information, un cycle de rencontres territoriales sera mis en place.

Ces temps organisés par la Cité éducative ou par d'autres acteurs, pourront prendre différentes formes :

- Petits-déjeuners thématiques entre acteurs locaux
- Visites de structures ou de dispositifs existants
- Présentations d'actions ou de projets portés sur le territoire, ainsi que d'initiatives inspirantes menées ailleurs
- Temps d'échanges entre professionnels autour de problématiques communes
- Formations ciblées sur certaines thématiques liées à l'orientation (représentations des métiers, accompagnement des choix, égalité filles-garçons, mobilités, etc.)

Ces actions financées par la Cité éducative seront organisées au moins une fois par période (toutes les 7 à 8 semaines).

- **Produire des outils territoriaux simples et partagés**

La structuration de l'écosystème passera également par la création de quelques outils communs, volontairement simples et opérationnels, destinés à rendre plus visibles et plus compréhensibles les acteurs et ressources déjà présents sur le territoire, en s'appuyant directement sur les enseignements du diagnostic.

Guide territorial de l'orientation

Un guide territorial synthétique de l'orientation sera élaboré afin de rendre plus lisible l'écosystème d'acteurs intervenant sur ces questions, tel qu'il a été identifié lors du diagnostic territorial. Ce guide aura notamment pour objectif de :

- Formaliser les rôles et périmètres d'intervention des principaux acteurs du territoire
- Faciliter l'identification des interlocuteurs et des ressources mobilisables
- Présenter de manière claire les dispositifs et initiatives existants

Conçu comme un outil pratique et facilement mobilisable par les équipes éducatives les partenaires et les familles, ce guide prendra la forme d'un document court (12 ou 16 pages), régulièrement actualisé si nécessaire.

Calendrier territorial de l'orientation

Un calendrier partagé des actions d'orientation sera également élaboré afin d'améliorer la lisibilité des temps forts proposés aux jeunes à l'échelle du territoire.

Ce calendrier permettra d'articuler les initiatives menées par les établissements, les associations et les institutions, et de faciliter la coordination des actions tout au long de l'année scolaire.

- **Structurer un réseau territorial de partenaires**

Afin d'élargir les horizons professionnels des jeunes et de faciliter les rencontres avec le monde du travail, la Cité éducative engagera avec les partenaires locaux un travail de structuration de plusieurs réseaux complémentaires :

- Un réseau d'alumni du territoire (anciens élèves, étudiants, jeunes professionnels) pouvant intervenir dans les établissements pour témoigner de leurs parcours
- Un noyau de partenaires économiques ou de fondations susceptibles de s'engager dans la durée aux côtés des acteurs éducatifs

- **Mettre en place un dispositif simple de suivi et d'évaluation**

Un outil léger de suivi et d'évaluation sera mis en place afin de documenter les actions menées et de disposer de quelques indicateurs simples et partagés pour piloter le plan d'orientation.

Ce dispositif permettra notamment de suivre :

- Les actions mises en œuvre et leur répartition dans les trois collèges et en dehors
- Les publics concernés (niveaux, nombre d'élèves)
- Les partenaires mobilisés
- Les principaux objectifs poursuivis par chaque action

Ces éléments seront complétés par des retours qualitatifs des équipes éducatives et des partenaires. L'ensemble alimentera le rapport annuel de l'axe orientation, permettant de suivre l'évolution de la dynamique territoriale et d'ajuster les actions engagées.

Dans un second temps, une réflexion pourra être engagée afin de construire une grille d'évaluation plus approfondie, permettant d'interroger directement les élèves et de suivre l'évolution de certains indicateurs liés à l'orientation (capacité à se projeter, connaissance des parcours, sentiment d'être accompagné, etc.). Cette montée en charge progressive, envisagée à partir des années 2 et 3, devra permettre de mieux objectiver les effets des actions sur les parcours des jeunes.

Livrables fin année 1 :

- Rapport à N+1 de l'axe orientation
- Le guide territorial de l'orientation : un document synthétique « Qui fait quoi ? »
- Un calendrier commun annuel des actions
- Un répertoire d' alumni et de partenaires
- Une trame commune de PPO 6e-3e
- Une grille de suivi et d'évaluation des actions

2. Expérimenter des formats pédagogiques (Axes 1, 2 et 3)

Parallèlement à ce travail de structuration de l'écosystème, l'année 1 doit également permettre de tester plusieurs formats d'actions directement auprès des élèves, afin d'identifier les leviers d'intervention les plus efficaces avant toute généralisation à l'échelle du territoire.

Modalités :

- Mobilisation de nouveaux acteurs expérimentés, spécialistes de ces enjeux
- En parallèle, accompagnement des acteurs locaux qui souhaitent s'engager sur des projets répondant à un ou plusieurs objectifs (modélisation de l'action, financements...)
- Expérimentation de quelques actions prioritaires, notamment : se projeter, se connaître et apprendre à choisir (Axe 1), s'autoriser à oser, rencontrer des professionnels et des alumni (Axe 2), découvrir le monde professionnel, construire son réseau et travailler sa mobilité (Axe 3)
- Analyse des conditions de réussite

Pour chaque expérimentation :

- Quel niveau concerné ?
- Quel moment de l'année ?
- Quel cadre (scolaire / périscolaire / extrascolaire) ?

3. Mobiliser des moyens dédiés pour soutenir la dynamique

Afin de permettre une mise en œuvre effective de cette première phase, la Cité éducative prévoit de mobiliser une enveloppe dédiée d'environ 100 000 euros sur l'année 2026 (soit un niveau d'engagement environ trois fois supérieur à celui de 2025). Cet effort financier significatif pourra être reconduit en 2027, en fonction de la dynamique engagée et des

besoins identifiés au cours de la phase d'expérimentation.

Le montant précis des financements mobilisés sera ainsi corrélé aux projets effectivement développés et aux réponses apportées aux besoins identifiés sur le territoire.

Ces moyens permettront de soutenir concrètement la structuration de l'écosystème et l'expérimentation des actions, notamment :

- La poursuite de l'accompagnement méthodologique assuré par le Collectif Orientation, déjà mobilisé dans le cadre du diagnostic territorial
- La mise en œuvre des expérimentations pédagogiques auprès des élèves
- L'organisation des temps d'interconnaissance et de formation entre acteurs
- La mobilisation de partenaires et de réseaux (alumni, monde économique, etc.)

Cette enveloppe vise à donner à la démarche les moyens d'agir rapidement et d'expérimenter différents formats d'action, avant leur éventuel déploiement à plus grande échelle.

ANNÉE 2 : 2027-2028 – Déployer et harmoniser

Cette deuxième année correspond à la phase de montée en puissance du plan d'action. À partir des expérimentations conduites lors de la première année, il s'agira d'identifier les formats les plus pertinents et de les déployer progressivement à l'échelle des établissements et des quartiers de la Cité éducative.

L'objectif est de passer d'une logique expérimentale à un parcours d'orientation plus structuré, cohérent et lisible pour les jeunes du territoire, en veillant à mieux articuler les actions menées par les établissements, les associations et les partenaires.

À terme, cette dynamique doit permettre à chaque élève de bénéficier d'un parcours d'orientation progressif, diversifié et mieux connecté aux ressources éducatives, professionnelles et territoriales disponibles.

Actions structurantes :

- Stabilisation du Comité de pilotage et de son fonctionnement
- Déploiement du PPO commun dans les établissements
- Diffusion et appropriation du guide territorial de l'orientation, avec affichage dans les lieux clés de l'arrondissement
- Poursuite des formations inter-acteurs sur l'orientation pour favoriser l'harmonisation des pratiques entre collèges et acteurs associés
- Consolidation des réseaux associés (alumni, partenaires divers...)
- Généralisation des actions ayant démontré leur pertinence
- Suivi et évaluation des actions, grâce à l'outil élaboré en année 1

Résultats attendus :

- Parcours d'orientation structuré et lisible à l'échelle du territoire
- Guide territorial de l'orientation actualisé et diffusé
- Cohérence renforcée entre établissements et partenaires
- Outils de suivi partagés et opérationnels

ANNÉE 3 : 2028-2029 – Consolider, approfondir, pérenniser

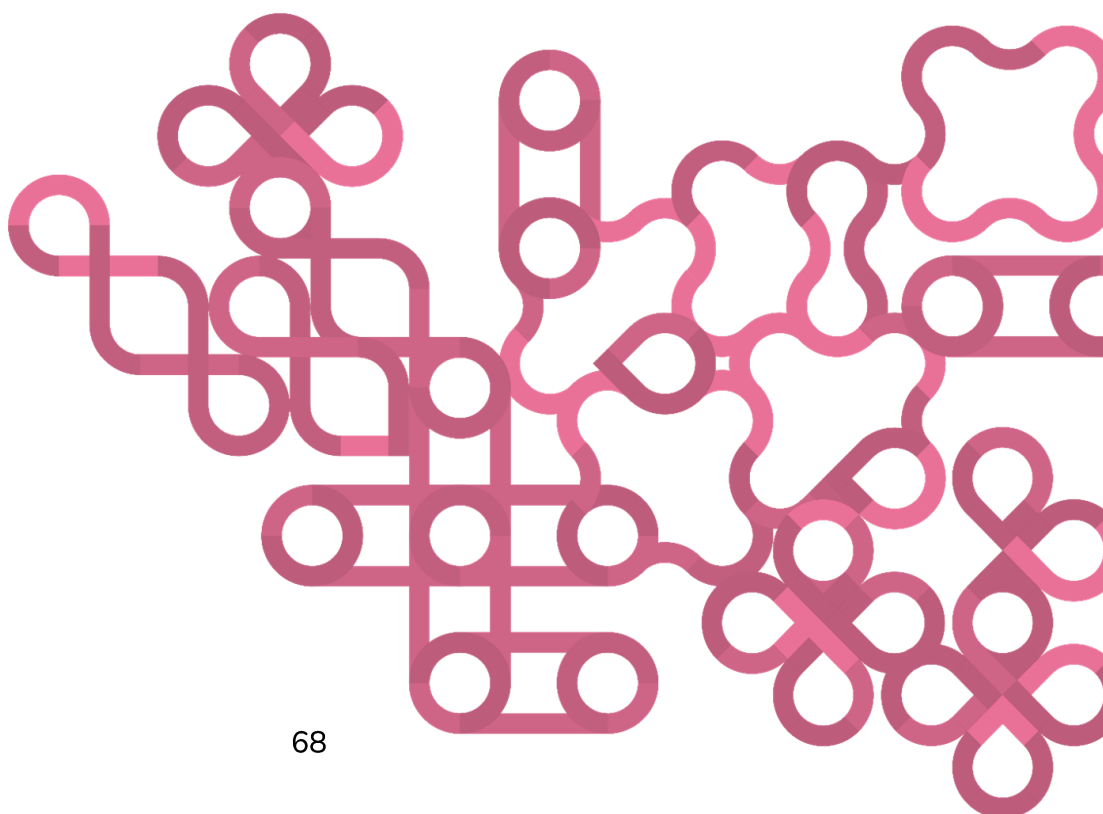
Cette troisième année doit permettre de faire évoluer la dynamique impulsée par la Cité éducative vers une pratique stabilisée, partagée et pleinement intégrée au fonctionnement ordinaire du territoire. Il s'agit d'ancrer durablement les actions qui ont fait leurs preuves et d'en mesurer l'impact, notamment sur la réduction des inégalités d'accès aux opportunités.

Actions structurantes :

- Intégration pérenne de l'orientation dans les instances existantes
- Stabilisation des coopérations (conventions, calendrier commun et partagé)
- Consolidation des partenariats clés
- Renforcement ciblé des actions les plus structurantes
- Organisation d'une évaluation collective des effets du plan d'actions : administration de l'enquête annuelle Orientation sur les cohortes concernées, avec attention portée aux périodes de transition

Résultats attendus :

- Cadre de coopération stabilisé
- Impact objectivé sur les parcours et les inégalités d'accès aux opportunités



4. Annexes

Liste des entretiens

Type de structure	Structure ou poste	Personne(s) rencontrée(s)
Etablissement	Collège Daniel Mayer	Daphné Abiven, Guillaume Gaudu
Etablissement	Collège George Clemenceau	Eva Codognet
Etablissement	Collège Maurice Utrillo	Florianne Monthe, Emmanuelle Fer, Sylvain Jousset, Alma Crouzet
Etablissement	Lycée François Rabelais	Dalila Djenani
Etablissement, Institution	Référents Action Collégiens	Lucie Pelletier, Kamel Alisaoucha
Institution	Ville de Paris - cabinet du Maire du 18e	Anthony Odienne Magalhaes, Justine Simon
Institution	Délégué du préfet	Yanis Cheradame
Institution	Équipe de développement local	Anna Diop, Carla Peretti, Johan Lallouette
Institution	CIO Paris Nord	Judith Lipietz

Institution	Cité éducative - responsable TSD/TSA	Sofia Ben Yahmed
Institution, association	Mission locale Paris - antenne 18	Assitan Camara
Association	FCPE	Sylvaine Baehrel
Association	CDAFAL	Ghislaine Morvan-Dubois
Association	Le Petit Ney	Sophie Lapoix, Marianne Journo, Zoé
Association	Home Sweet Mômes	Wardine Ibouroi, Seraïk Aho
Association	Espoir 18	Amara Diakité
Association	EPJ Nathalie Sarraute	Sami Boulacheb
Association	EPJ La Salle	Mohammed Zeggai
Association	CPA René Binet	Elodie Querieux
Association	CPA Michel Martial (ex Hebert)	Marie-Blanche Julien
Association	Espace Proximité Emploi (EPE)	Magali Van Damne
Association	PEP75	Assia Lancelot, Melissa Sari
Association	Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV)	Juliette Baduel

Association	Oasis 18	Hichem Mekideche
Association	Culture prioritaire	Christine Genin, Pierre Humbertclaude
Association	L'Esprit du Vent	Sylvie Florio
Association	Association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire (ADOS)	Joël Oucenie
Association	Centre social Maison bleue	Marcellin Presna
Association	Centre social Accueil Goutte d'Or	Souhila Laouami, Brunissen Rigaud
Club de prévention spécialisée	ARC-EA	Charlotte Servelle
Club de prévention spécialisée	APSAJ	Audrey Gautier
Club de prévention spécialisée	GRAJAR	Romain Durr

Focus établissements

Panel

196 collégiens interrogés dans des ateliers dans les collèges ou des structures d'accompagnement à la scolarité.

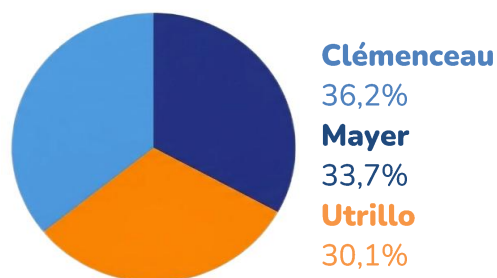
Classes :

- 87,8% réponses de 3ème (172 réponses)
- 10,2% réponses de 4ème (20 réponses)
- 2% réponses de 5ème et 6ème (4 réponses)

Genre :

- 43,4% Masculin
- 50% Féminin
- 6,6% "Je ne préfère pas répondre"

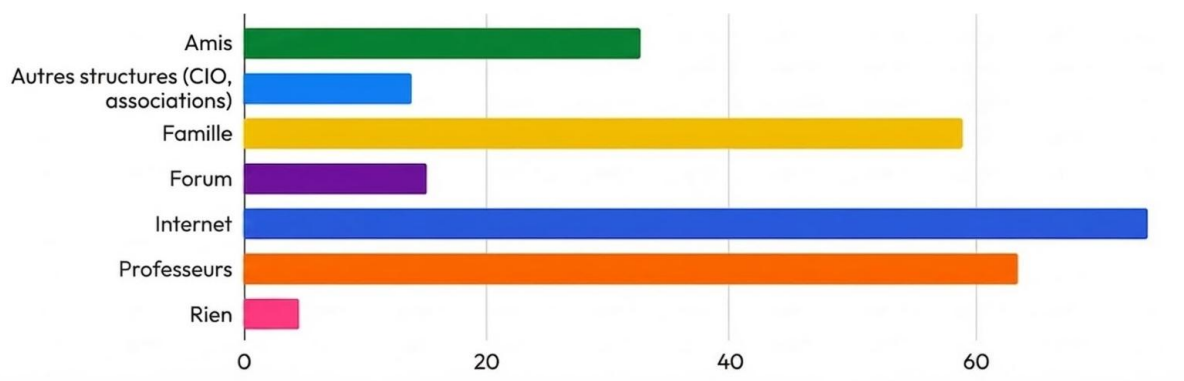
Collèges :



Réponses au questionnaire

Question : "Où trouves-tu des informations sur les métiers ou les études ?"

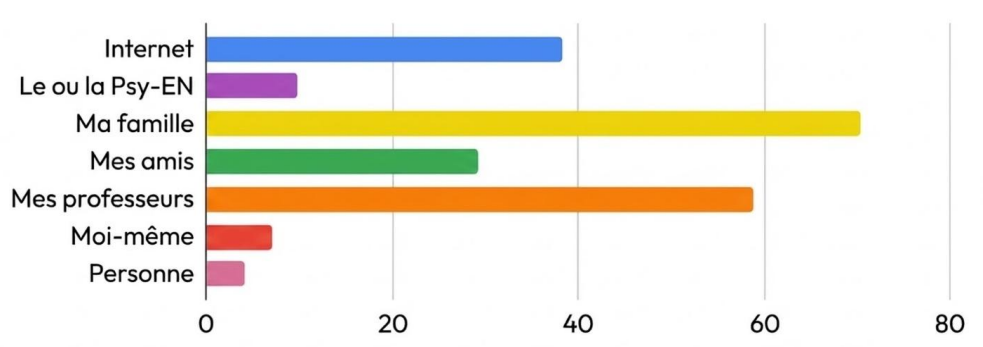
(en pourcentage, plusieurs choix possibles)



Collège	Internet	Professeurs	Famille	Amis	Forum	Autres structures	Rien
Clemenceau	73.2%	73.2%	57.7%	29.6%	12.7%	2.8%	4.2%
Mayer	80.3%	50.0%	57.6%	36.4%	19.7%	18.2%	0.0%
Utrillo	78.0%	69.5%	61.0%	32.2%	8.5%	15.3%	0.0%
TOTAL	77.0%	64.3%	58.7%	32.7%	13.8%	11.7%	1.5%

Question : “Qui t’aide à réfléchir à ton orientation ?”

(en pourcentage, plusieurs choix possibles)



Collège	Ma famille	Mes professeurs	Internet	Mes amis	Le ou la Psy-EN	Moi-même	Personne
Clemenceau	69.0%	64.8%	36.6%	23.9%	8.5%	4.2%	4.2%
Mayer	66.7%	57.6%	40.9%	34.8%	9.1%	10.6%	4.5%
Utrillo	76.3%	52.5%	37.3%	28.8%	11.9%	6.8%	3.4%
TOTAL	70.4%	58.7%	38.3%	29.1%	9.7%	7.1%	4.1%

Question : Quand tu penses à ton orientation, tu te sens plutôt :

(en pourcentage, plusieurs choix possibles)

Collège	Stressé-e	Motivé-e	Confiant-e	Perdu-e	Je n'y pense pas	Rien
Clemenceau	40.8%	32.4%	32.4%	43.7%	25.4%	1.4%
Mayer	28.8%	37.9%	43.9%	25.8%	18.2%	7.6%
Utrillo	54.2%	45.8%	22.0%	28.8%	11.9%	3.4%
TOTAL	40.8%	38.3%	33.2%	33.2%	18.9%	4.1%

Question : Quand tu penses à ton orientation, qu'est-ce qui te semble le plus difficile ?

(en pourcentage, plusieurs choix possibles)



Synthèse analytique

Accès à l'information et personnes ressources

Internet est la première source d'information dans les trois collèges (77% en moyenne), combinée dans la grande majorité des cas avec d'autres sources. La famille et les professeurs occupent une place structurante, tant pour l'information que pour l'aide à la réflexion. Cependant, les professeurs sont nettement moins cités comme source d'information à Mayer (50%, soit 20 points de moins que dans les deux autres collèges). À l'inverse, la famille est davantage mobilisée comme ressource pour réfléchir à Utrillo (76%), ce qui fait écho à la forte présence du regard et du projet des parents dans les échanges eus avec les élèves de ce collège.

On observe un décalage constant entre l'usage d'internet comme source d'information et comme outil d'accompagnement à la réflexion : les élèves s'informent en ligne mais ne s'y sentent pas accompagnés, et ne font pas de distinction entre sites institutionnels, réseaux sociaux ou vidéos. Cette distinction suggère une conscience claire de la différence entre accumuler des informations et construire un projet. En effet, le fait de "se perdre dans les informations disponibles" n'arrive qu'en sixième position parmi les difficultés évoquées, loin derrière la peur de se tromper, le manque de confiance ou le manque d'idées. L'enjeu semble donc moins être un excès d'informations qu'une difficulté à les transformer en projection structurée.

Le rôle structurant des enseignants ressort également - autant comme une source d'informations qu'une personne qui accompagne dans la réflexion. La passation des questionnaires en classe a pu renforcer les réponses en ce sens, limitant à l'inverse les réponses autour des ressources extérieures au collège. Néanmoins, la Psy-EN est peu identifiée comme personne ressource dans les trois collèges (autour de 10%). Cela peut tenir à la dénomination utilisée, qui n'inclut pas l'expression "conseillère d'orientation" et a sans doute réduit le nombre de réponses des jeunes. Également, ses conditions d'exercice peuvent expliquer ce chiffre : sa présence limitée dans l'établissement, du fait de son affectation sur plusieurs établissements, réduit mécaniquement les occasions de contact informel avec l'ensemble des élèves. Par ailleurs, comme souvent, les temps d'entretien sont prioritairement mobilisés pour les situations nécessitant un accompagnement spécifique, ce qui peut limiter sa visibilité auprès des autres élèves.

À noter que 11% des élèves, majoritairement des filles, indiquent spontanément "moi-même" ou "personne" comme ressource -options non proposées dans le questionnaire- ce qui peut signaler une forme d'isolement ou d'autonomie revendiquée face aux choix.

Activités d'orientation

Le collège est l'espace quasi exclusif de l'orientation pour la majorité des élèves : près de la moitié ne déclare aucune activité réalisée en dehors (45%). Les activités les plus déclarées au collège sont les discussions en classe (57%), les ateliers découverte des métiers (45%), les forums (44%), les rencontres professionnelles (42%), qui arrivent avant les visites en milieu professionnel (33%) ou en lycée (32%), l'accompagnement dans la recherche de stages (31%), les rencontres avec les anciens élèves (20%), les ateliers de connaissance de soi (18%) ou le suivi individuel (15%). Quelques écarts entre établissements sont notables. Le collège Clemenceau se distingue par un volume déclaré plus important sur presque toutes les activités proposées. Les élèves du collège Utrillo déclarent globalement réaliser moins d'activités, à l'exception des ateliers de connaissance de soi et du suivi individuel. Le collège Mayer se distingue par davantage de visites de lycées ou de milieux professionnels que les deux autres collèges.

→ Ce que les élèves trouvent aidant

Forums (21 citations), rencontres (18) et discussions (17) arrivent en tête des activités jugées aidantes, devant les visites (12) et les stages (8). Ce classement est globalement cohérent entre les trois établissements, avec quelques nuances : à Clemenceau, les discussions arrivent en tête (11 citations) et l'accompagnement aux stages est bien identifié (8), reflet probable de l'effet de l'accompagnement de Home Sweet Mômes. À Mayer et Utrillo, les rencontres et les forums dominent. Dans les trois collèges, la découverte est citée spontanément comme principale valeur ajoutée de ces activités.

→ Ce que les élèves voudraient plus faire

Les visites arrivent très nettement en tête dans les trois collèges (35 citations au total), devant les rencontres (18) et les stages (8). Les forums, bien qu'identifiés comme aidants, sont peu plébiscités comme souhait, le format est jugé utile mais pas forcément attractif.

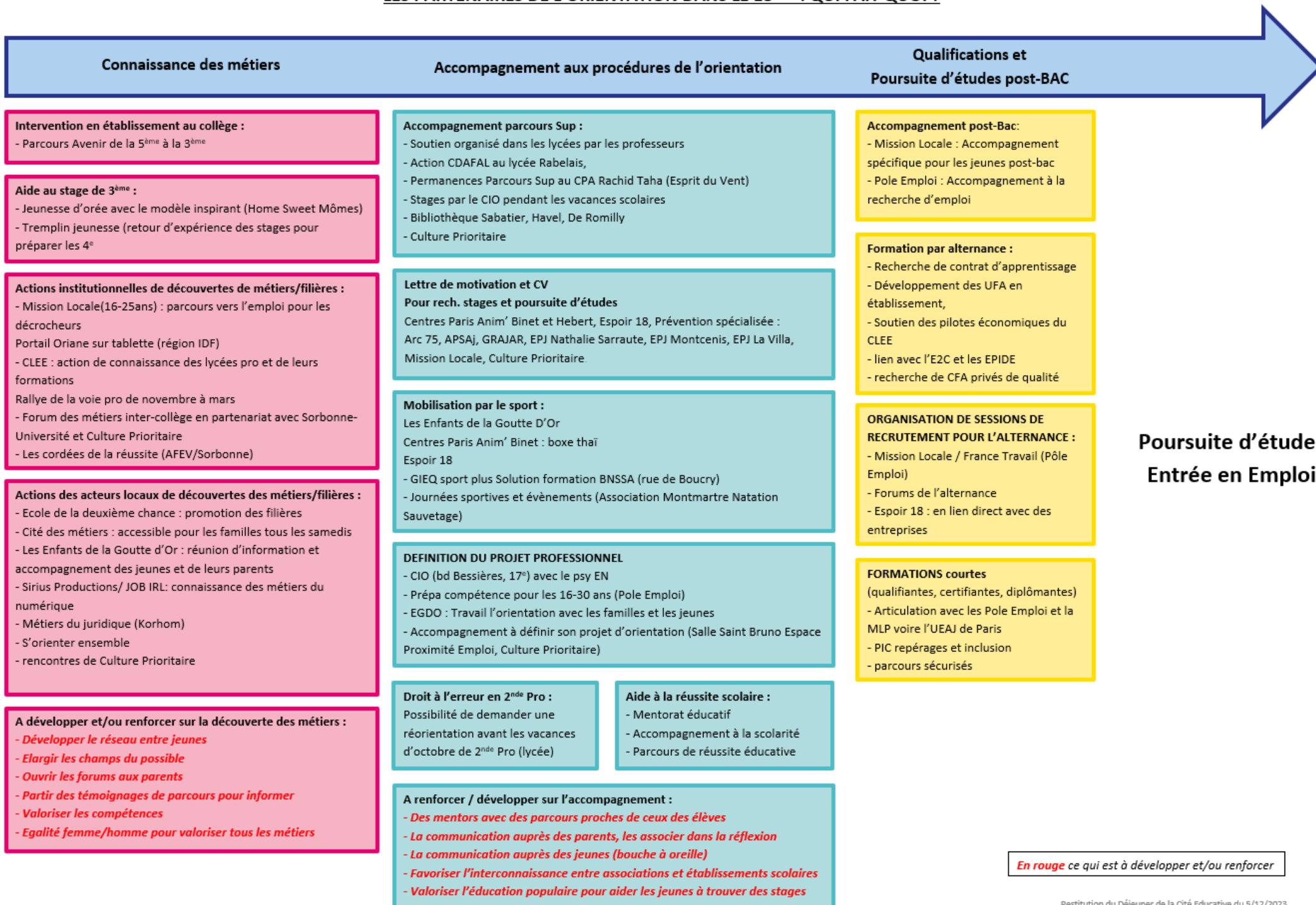
Ressenti et difficultés

Les sentiments face à l'orientation sont globalement partagés entre stress (41%), motivation (38%), confiance (33%) et sentiment d'être perdu (33%). Les profils diffèrent sensiblement selon les collèges. À Mayer, les sentiments positifs dominent nettement : confiance (44%) et motivation (38%) devançant le stress (29%) et le sentiment d'être perdu (26%). À Clemenceau, le fait de se sentir perdu domine (44%), devant le stress (41%), paradoxe notable au regard du volume d'accompagnement proposé. À Utrillo, le stress est le plus marqué des trois collèges (54%), coexistant avec une motivation notable (46%), tandis que la confiance est la plus faible (22%).

La peur de se tromper est la difficulté centrale dans les trois établissements. Le manque d'idées de métiers et la pression des notes figurent systématiquement dans le top 3. Mayer se distingue par une proportion plus élevée d'élèves déclarant n'avoir aucune difficulté particulière (30%, contre 27% à Utrillo ou 20% à Clemenceau), en cohérence avec les sentiments exprimés. À Clemenceau, le manque d'idées est particulièrement présent malgré l'accompagnement dense, ce qui renforce le contraste entre offre et ressenti. À Utrillo, le besoin de conseils personnalisés ressort davantage, notamment chez les 4èmes (40%), dont le profil (peur du choix élevée, pression des notes faible) diffère significativement des 3èmes.

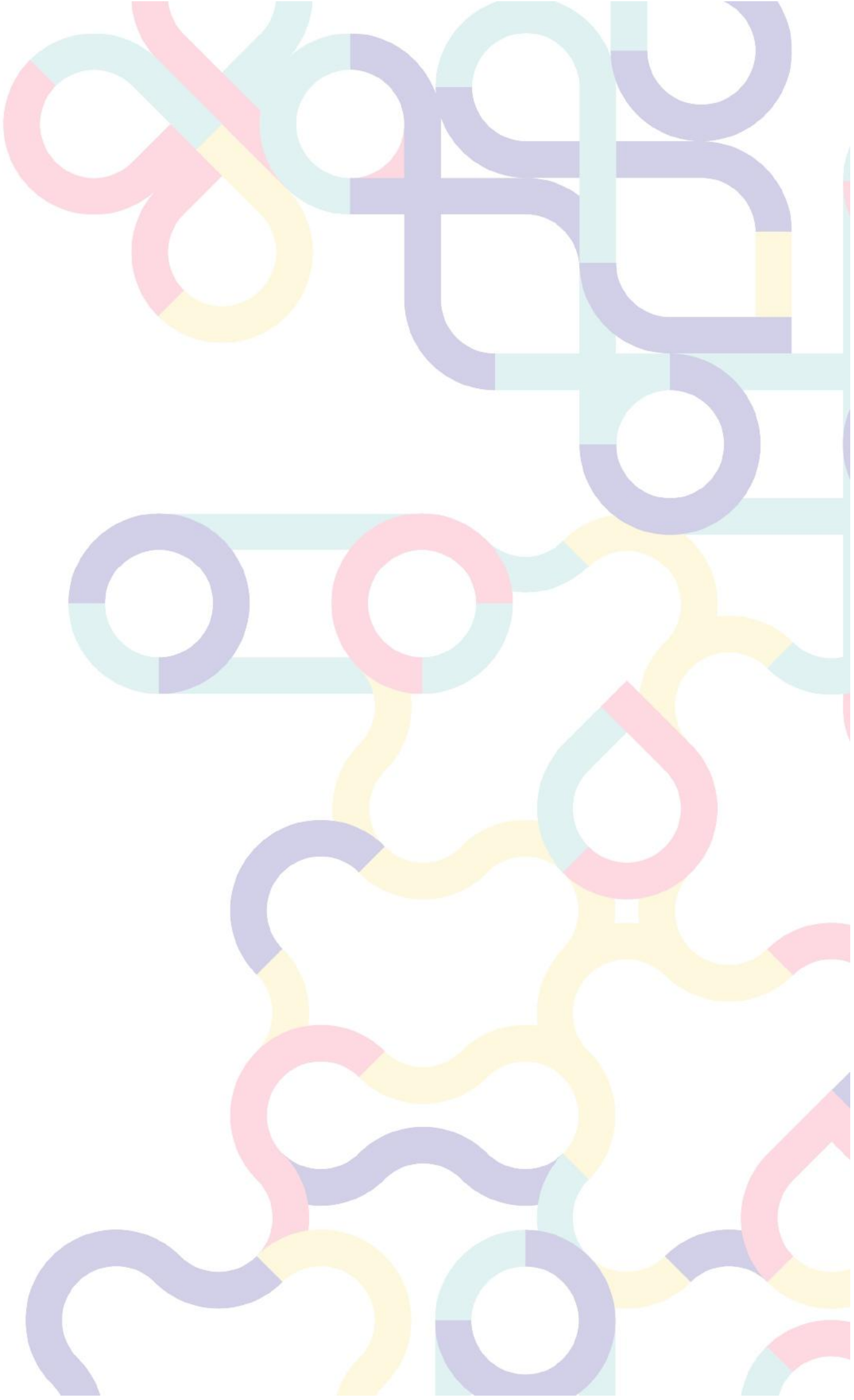
Les écarts de genre sont marqués : les filles se déclarent nettement plus stressées (+ 27 points que les garçons, soit deux fois plus), plus perdues (+ 25 points, deux fois plus) et moins confiantes (- 20 points). Elles font état de difficultés plus nombreuses et variées : elles évoquent quatre fois plus souvent que les garçons un manque de confiance (+17 points), trois fois plus fréquemment la peur de se tromper (+35 points) et deux fois plus la crainte d'obtenir des notes trop justes (+12 points), ainsi que le manque de conseils (+11 points) ou de réseau (+9 points). À l'inverse, les garçons déclarent plus souvent ne rencontrer aucune difficulté (+10 points), ce qui peut refléter une perception plus confiante ou une moindre déclaration de leurs difficultés.

LES PARTENAIRES DE L'ORIENTATION DANS LE 18^{ÈME} : QUI FAIT QUOI ?



**Poursuite d'études
Entrée en Emploi**

En rouge ce qui est à développer et/ou renforcer





contacts

Cité éducative de Paris 18e
ceparis18e@ceparis18e.org

Collectif Orientation
sebastien.gurung@collectiforientation.



Synthèse